



**MACRON  
PROMET  
CINQ ANS DE  
RÉGRESSION  
SOCIALE**

**N'ATTENDONS  
PAS POUR**

**RIP  MASTER**

## **Dossier**

**QUELLES  
RÉPONSES  
À LA CRISE  
CLIMATIQUE  
EN COURS?**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**Champions d'Europe...  
de la répression**  
Page 2

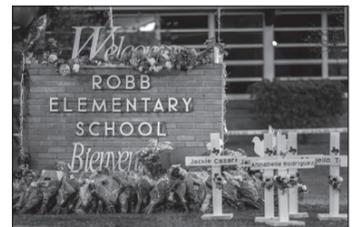


## **PREMIER PLAN**

**Énergie. Total pollueur,  
Total menteur**  
Page 3

## **ACTU INTERNATIONALE**

**USA. Les Républicains  
responsables du massacre  
d'Uvalde**  
Page 4



**Mozambique Du sang et des  
larmes dans le gaz**  
Page 5

## **ACTU SOCIALE**

**Mobilisation du 7 juin.  
Pour les urgences et l'hôpital,  
urgence vitale!**  
Page 8

## **ACTU DU NPA**

**Ukraine. Entretien avec Vitaliy  
Doudine de l'organisation  
Mouvement social**  
Page 12



Par LORAPALM

## Champions d'Europe... de la répression

Ce qui s'est passé samedi dernier au Stade de France lors de la finale de la Ligue des Champions, avec des scènes chaotiques de répression de supporters et autres spectateurs venus assister au match, à l'extérieur du stade ou en son sein, est une leçon de choses sur un pouvoir qui ne sait plus gérer une manifestation hors d'un paradigme guerrier, automatiquement appliqué jusqu'à la bêtise. Isolé, détesté, menteur, méprisant et agressif comme aucun autre avant lui, encore traumatisé et revanchard du mouvement des Gilets jaunes, lancé dans une fuite en avant pour mener son offensive de classe, le macronisme ne sait même plus profiter de ce qui est normalement une vitrine des (pires) régimes : les grandes messes sportives. Sans compter que ce match ne présentait aucun problème de hooliganisme et que ses autres dangers étaient connus. C'est ainsi que rien n'aura manqué au tableau. Sur le terrain d'abord : coups de matraques et gazages tous azimuts en guise de réponse à une gestion calamiteuse des flux, elle-même produite d'une approche paranoïaque où tout regroupement est un amas de délinquants. Boucle infernale, art du désordre par les force de l'ordre (social), inévitablement couronnés par la répression des journalistes. Sur les plateaux ensuite : face à la déroute, un monde parallèle et mono causal se déploie. En l'occurrence une fake news hors norme quant à l'ampleur de la fraude aux billets et des hordes de supporters anglais supposés en être porteurs et ainsi fauteurs de troubles essentiels. On peut légitimement s'étrangler de voir Darmanin et Lallemand poussés dans leurs retranchements et mis dans une telle difficulté pour un méfait relativement mineur au regard de leurs pédigrés respectifs. Visiblement, mieux vaut éborgner ou violer que troubler les jeux du cirque... Mais subsiste un fait : cette affaire est symptomatique et démonstrative de la nature de la macronie, et peut-être aussi, en creux, de la nature du sport de masse. Le pouvoir se prend parfois les pieds dans son propre tapis. Bien creusé vieille taupe!

## BIEN DIT

*Ils préfèrent tous se protéger plutôt que d'accepter de reconnaître que les droits des femmes supplantent les intérêts d'Untel ou Untel d'avoir un poste de ministre.*

MATHILDE VIOT, fondatrice de L'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique, Regards.fr, 25 mai 2022.

# À la Une

MACRON PROMET CINQ ANS DE RÉGRESSION SOCIALE

## N'attendons pas pour riposter

*Le scandale des violences policières au Stade de France samedi 28 mai lors de la finale de la Ligue des Champions, devant 400 millions de téléspectateurs, a eu un retentissement international, et beaucoup ont découvert le visage le plus brutal du régime macronien. Cet événement n'est pas anecdotique, et fait écho à bien des traits du macronisme, y compris sa façon de « faire campagne » pour les législatives.*

Nous l'avons dit et répété au cours des dernières années : le recours systématique à la répression pour gérer toute forme de perturbation de « l'ordre », y compris lorsque celle-ci est due à l'incurie des autorités elles-mêmes, est un révélateur de la nature de la macronie : un pouvoir ultralibéral-autoritaire, dont l'arrogance n'a d'égal que la brutalité. Ce que confirme la séquence actuelle autour des élections législatives, où le principal axe de campagne de Macron et des siens est de demander, voire d'exiger, une simple confirmation du résultat de la présidentielle, quitte à contourner toute forme de discussion politique et à se contenter de délégitimer les opposantEs, à commencer par la Nupes et Jean-Luc Mélenchon. Comme lors de la présidentielle, on ne peut en effet qu'être frappé par l'absence totale de débat public, et par les postures de la macronie, dont certains représentants n'hésitent pas à agiter le spectre du totalitarisme pour s'en prendre aux candidatEs de la Nupes. Rien que ça.

### La quête d'une majorité absolue... et docile

Nous l'évoquions la semaine dernière<sup>1</sup> : la façon dont les candidatEs labellisés « majorité présidentielle » ont été sélectionnés en dit long sur les intentions de Macron. En reconduisant les députéEs les plus « loyaux » (comprendre « soumis ») et en ne « s'ouvrant » qu'à de nouvelles candidatures directement issues de l'appareil de la macronie, le président réélu envoie un message clair : il entend poursuivre sa politique de régression sociale



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

et compte pour ce faire obtenir une majorité de complaisance à l'Assemblée, qui se contentera d'enregistrer les orientations et décisions du pouvoir. Tel est le seul enjeu des élections législatives pour Macron, président mal élu mais déterminé à continuer à gouverner brutalement en cassant toute forme d'opposition sociale et politique.

Il est difficile à cette heure de se risquer à faire des pronostics sur les résultats des élections législatives. Si les sondages d'opinion semblent témoigner d'une dynamique favorable à la Nupes, les mécanismes de la 5<sup>e</sup> République sont tels que l'hypothèse la plus probable est que Macron obtienne une majorité à l'Assemblée. C'est ce qu'indiquent les fameux sondages de « projection en sièges », et c'est aussi ce que voudrait la logique des « votes barrages » au second tour : contre l'extrême droite en cas de duel majorité présidentielle-RN, et contre un Mélenchon

diabolisé en cas de duel Nupes-majorité présidentielle. Mais la situation d'instabilité politique et la faible légitimité du pouvoir Macron pourraient déjouer, du moins en partie, les pronostics, et rien n'indique à cette heure que la macronie triomphera aux législatives.

### Faire entendre notre camp social

Dès lors, élire le plus de députéEs incarnant une gauche de rupture, avec l'objectif de fragiliser Macron et d'entraver la possibilité qu'il puisse compter sur une majorité absolue à l'Assemblée nationale, est un enjeu en soi, qui pourra peser sur le quinquennat à venir. C'est pourquoi le NPA a fait le choix, malgré un échec des discussions avec l'Union populaire, de s'investir, dans une majorité de circonscriptions, en soutien aux candidatures de la Nupes incarnant une opposition à Macron et à l'extrême droite et une rupture avec les

politiques libérales. Dans d'autres circonscriptions, nous avons initié des candidatures autonomes, ou participé à leur construction, face à des candidats labellisés Nupes mais exprimant une continuité avec le social-libéralisme. Nous tentons ainsi de faire entendre, au niveau national, une voix à la fois unitaire et radicale dans le cadre de la campagne des législatives. Mais l'enjeu électoral ne peut être isolé de celui de la reconstruction globale des rapports de forces sociaux, élément déterminant pour faire face à l'offensive du patronat et de son personnel politique, pour résister au rouleau compresseur néolibéral, pour arrêter de perdre des droits et rendre crédible la perspective d'en gagner de nouveaux. Nous savons en effet que si les élections cristallisent, de manière déformée, les rapports de forces entre les classes, elles ne sont jamais en elles-mêmes et à elles seules le moyen de les modifier en profondeur. C'est pourquoi, comme nous l'avons fait durant la campagne présidentielle, nous posons, dans cette campagne législative, la question de la nécessaire construction des mobilisations face à Macron et l'extrême droite et, au-delà, de la reconstruction des outils d'organisation et de défense de notre camp social, qu'il s'agisse des syndicats, des associations, des collectifs... Mais aussi d'une gauche politique radicale, de combat, aussi fidèle aux intérêts de la jeunesse et des salariéEs que Macron l'est à ceux des riches et du patronat.

**Julien Salingue**

<sup>1</sup> - « Pour son acte II, Macron veut des députéEs toujours plus à sa botte », *L'Anticapitaliste* n°617.

## GRENOBLE Mai 2022 : l'affaire du burkini

*Le 16 mai 2022, le conseil municipal de Grenoble a adopté à une courte majorité le nouveau règlement des piscines. Les débats s'enflamment dans la ville, et bien au-delà, au sujet de l'article 10 de ce règlement qui autorise les burkinis, ainsi que les monokinis, dans les piscines grenobloises, déclenchant une déferlante de propos islamophobes et identitaires à droite mais divisant également la gauche. Retour sur cet épisode en cours et essai d'éclairage sur certains éléments.*

En juin 2018, 312 femmes musulmanes signent une pétition adressée au maire de Grenoble pour demander l'autorisation du burkini dans les piscines municipales et un rendez-vous pour en discuter. En l'absence de réponse, sept d'entre elles se baignent alors en burkini deux fois en mai et juin 2019 réclamant toujours à être reçues. Elles ont le soutien affirmé de l'Alliance citoyenne, du Planning familial, du

FUIQP. Et celui plus silencieux de plusieurs autres associations locales, de syndicalistes et de militantEs politiques. Elles ne seront pas reçues mais devront payer des amendes pour non-respect du règlement des piscines. Mais le maire Éric Piolle, réélu en 2020, va finalement changer d'attitude : les discussions sont entamées jusqu'à l'adoption de l'autorisation du burkini dans les piscines.

«**Soumission à l'islamisme**» Aussitôt, Alain Carignon (ancien maire de Grenoble, ancien ministre, condamné à de la prison ferme pour détournement de fonds publics, aujourd'hui conseiller municipal d'opposition) dénonce «*la remise en cause des valeurs de la République, le recul de la cause des femmes, l'ouverture de la ville à l'islamisme politique*». Wauquiez, président de la Région, annonce que «*plus un*

*centime ne sera versé à Grenoble en représailles de sa soumission à l'islamisme, perte d'un territoire de la République*», Marine Le Pen veut faire voter une loi pour interdire définitivement le burkini en France et Jordan Bardella affirme que «*les islamistes veulent nous conquérir et la gauche est leur complice*». Le gouvernement suit. Darmanin donne instruction au préfet de faire suspendre l'autorisation du burkini et

# Un monde à changer

**NI OUBLI NI PARDON.** Il y a neuf ans, le 5 juin 2013, Clément Méric, militant antifasciste et syndical, était assassiné par des nervis d'extrême droite, membres du groupuscule Troisième Voie. Cinq ans plus tard, en septembre 2018, le procès de ses assassins se tenait enfin, au terme duquel Esteban Morillo et Samuel Dufour avaient été reconnus coupables de «violences volontaires avec armes et en réunion ayant entraîné la mort de Clément Méric», et condamnés à des peines de prison. Les deux néonazis ont fait appel, et ont été de nouveau condamnés l'année dernière. Ce triste anniversaire se déroule dans un contexte de progression des forces et des idées d'extrême droite, en France comme dans le reste des grands pays capitalistes «développés», avec des participations gouvernementales de forces fascistes, voire

fascistes, et une reprise de plus en plus forte du programme raciste et réactionnaire des courants d'extrême droite. La situation internationale est ainsi marquée par un renforcement des logiques autoritaires et des politiques discriminatoires au sein des démocraties parlementaires, et par un approfondissement de la crise économique, dont les tragiques conséquences servent de carburant aux courants d'extrême droite, toujours prompts à monter les victimes du capitalisme les unes contre les autres. En France, la «zemmourisation» du débat présidentiel et la multiplication des passages à l'acte des militants et groupuscules fascistes montrent que la menace est bien là. Nous étions parmi les milliers qui scandaient, lors des manifestations consécutives à la mort de Clément, «Ni oubli ni pardon». Non, nous

n'avons pas oublié. Non, nous n'avons pas pardonné. Nous réitérons notre soutien à la famille, aux amiEs et aux camarades de Clément. Et au-delà, nous n'oublions pas ceux qui, par leurs politiques antisociales, par l'adoption de la rhétorique et des propositions de l'extrême droite, par leur complaisance à l'égard des courants réactionnaires, ont favorisé, et favorisent encore le regain d'influence et de confiance de la bête immonde. Ne rien lâcher face à l'extrême droite. Lutter sans relâche contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie. Accueillir les migrantEs, touTEs les migrantEs. Défendre une liberté de circulation et d'installation inconditionnelles. Se battre contre l'homophobie, le sexisme, pour une réelle égalité des droits. Refuser le fatalisme et la résignation. Défendre, encore et toujours, la perspective d'un autre monde, débarrassé de l'exploitation et des oppressions. À la mémoire de Clément, et de touTEs les autres. No pasarán!

## Le chiffre 0 euro

C'est le montant que devrait toucher désormais, au titre des aides à la presse, le torchon d'extrême droite Rivarol. La Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) a en effet décidé de retirer son agrément à Rivarol, ce qui devrait le priver de tout financement public – direct et indirect. Le directeur du torchon estimait à environ 100 000 euros les aides indirectes de l'État chaque année (TVA à taux réduit, tarifs postaux préférentiels, etc.). Une bonne nouvelle donc!

## ÉNERGIE Total pollueur, Total menteur

La stratégie étant contestée de l'intérieur, la direction a dû ruser à l'AG du groupe, le 25 mai, pour que deux résolutions alternatives portées, l'une par 2 groupes d'investisseurs, l'autre par 11 actionnaires, ne soient pas votées. Attaqué par les ONG et lâché par des investisseurs, Total poursuit sa stratégie fossile. Rapide tour du monde... (Merci au site *Reporterre* pour le travail d'enquête).

### En Ouganda et en Tanzanie

Total a signé trois accords pour un chantier de 10 milliards de dollars : plus de 400 puits de pétrole exploités pendant 25-30 ans dont un tiers en zone naturelle protégée, 1445 km d'oléoduc chauffé à 50 °C pour exporter le pétrole. Juliette Renaud, des Amis de la Terre, rappelle : «Ils provoquent des déplacements massifs de population en Ouganda et en Tanzanie». Quatre ONG ougandaises et deux ONG françaises tentent de «faire cesser les violations des droits humains» et «empêcher un désastre environnemental et climatique».

### Dans l'Arctique

En dépit des sanctions contre la Russie, Total continue d'y exploiter le gaz via des participations capitalistes dans la firme russe Novatek sur le site gazier de Yamal LNG dans le Grand Nord russe, où sont extraites chaque année 16,5 millions de tonnes de GNL, et le champ gazier de Termokarstovoye.

Le changement de nom (*TotalEnergies*) et les investissements dans «l'électricité verte» ne changent rien : Total reste à fond sur les hydrocarbures. Implantée dans 130 pays, l'entreprise veut augmenter sa production de 15% d'ici à 2030, en multipliant les projets grandioses et destructeurs de l'environnement, incompatibles avec l'objectif de limiter la hausse des températures à 1,5°C.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Tant pis pour le peuple ukrainien et tant pis si l'exploitation croissante de ces ressources, facilitée par la fonte de la banquise, contribue à la hausse des températures!

### Argentine, Birmanie, Yémen, Mozambique...

En Argentine, l'exploitation de gaz et huile de schiste explose. Total comme toutes les firmes pétrolières, opère sans contrôle (Lionel Mingo de Greenpeace), pollue les écosystèmes de la Patagonie avec les résidus de l'extraction, pollue les nappes

phréatiques, menace les communautés mapuche qui ne peuvent plus vivre de l'élevage, multiplie les accidents de travail.

En Birmanie, Total, soutien au régime militaire, exploite les champs de gaz en mer qui assurent la moitié de la consommation du pays, recourant même au travail forcé. Total n'a pas stoppé ses activités après le coup d'État militaire de 2021, malgré la répression mortelle contre les opposantEs. Les sanctions prises par l'UE contre des généraux birmanes n'ont pas

empêché Pouyanné l'humaniste, PDG du groupe, de déclarer que Total restera dans le pays pour éviter de priver de courant et de travail les BirmanEs.

Au Yémen, Total est actionnaire à 39,6% d'un complexe gazier depuis 2009, à l'arrêt en 2015 pour cause de guerre. Total a acheminé à partir de 2017 du gaz de façon réduite mais constante. D'après Amnesty International, une prison est installée sur le site. «Des traitements inhumains et dégradants (privation de soins, tortures) [y ont été] commis par des soldats émiratis», dénoncent les Amis de la Terre et SumOfUS.

Au Mozambique<sup>1</sup>, un projet de 20 milliards de dollars prévoit de pomper du gaz dans l'océan Indien, de l'acheminer par un gazoduc sous-marin pour le liquéfier à terre. Projet suspendu à cause des attaques répétées de djihadistes liés à l'État islamique. Mais pas abandonné... Il est temps d'empêcher TotalEnergies de nuire! Encore bravo aux activistes de Greenpeace, Alternatiba, les Amis de la Terre... qui ont bloqué l'assemblée générale des actionnaires le 25 mai!

**Commission nationale écologie**

1 – Lire également page 5.



## Agenda

**Samedi 4 juin, Pride des banlieues, Saint-Denis (93).** À 14h place René-Dumont à Saint-Denis.

**Dimanche 5 juin, journée de mobilisations en mémoire de Clément Méric.**

**Jeudi 9 juin, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rosny-sous-Bois (93).** À 19h, stade Armand-Girodit, salle Sicurani, 118, avenue du Président-John-Kennedy à Rosny-sous-Bois.

**Samedi 11 juin, manifestation contre le racisme et l'extrême droite, pour l'égalité des droits de toutes et tous, pour la justice sociale et climatique, Paris.** À 15h, place Blanche.

**Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.** Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveauanticapitaliste.org

## NO COMMENT

L'acharnement  
contre Damien Abad  
me remplit de stupeur  
et de dégoût.

ALAIN FINKIELKRAUT, BFM-TV, 25 mai 2022.

de faire annuler cette décision du conseil municipal. Le référé laïcité, nouvelle procédure créée par la loi sur le séparatisme d'août 2021, va être utilisé pour la première fois par le préfet pour saisir le tribunal administratif. En effet l'article 5 de cette loi inique permet aux préfets de demander la suspension de l'exécution d'un acte d'une collectivité qui porterait gravement atteinte aux principes de laïcité et de neutralité des services publics. Le TA rendra sa décision sous 48 heures. Le maire a annoncé sa décision de faire appel au Conseil d'État si la décision du conseil municipal était rejetée<sup>1</sup>.

### Quelques réflexions qui n'épuisent pas le sujet

À juste titre, beaucoup ici pensent que ce vêtement porté par des usagers des piscines ne remet en cause

ni la laïcité ni la neutralité, celles-ci ne s'appliquant qu'aux agentEs de services publics. Quant aux interdictions d'afficher des signes religieux, elles sont encadrées par la loi dite sur le voile (2004) : interdiction dans les écoles, collèges et lycées. Le burkini ne crée pas a priori de troubles à l'ordre public. Enfin le principe de liberté est sacralisé dans la Constitution, y compris celui d'afficher ses convictions religieuses ou son athéisme dans l'espace public. Et il ne peut être remis en cause que pour des motifs très graves. Le burkini est porté par quelques femmes dans les nombreux lacs de l'Isère appartenant à différentes intercommunalités depuis des années. L'exemple de Rennes est aussi parlant.

Enfin, et c'est un grand classique, il remettrait en cause l'émancipation des femmes musulmanes.



C'est une affirmation globalisante, extrêmement essentialiste et donc raciste. Comme si dans ces moments d'incertitudes immenses liées à la paupérisation accrue, aux inégalités de plus en plus flagrantes, aux réflexes identitaires nauséabonds,

les femmes, musulmanes de surcroît, devenaient le trouble majeur à l'ordre établi. Ne nous laissons pas diviser et détourner de nos combats!

**Roseline Vachetta**

1 – Un appel dont le résultat devrait être connu vendredi 3 juin.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**

redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**

6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## MARTINIQUE

## Mobilisation contre l'impunité et pour la réparation du crime chlordécone

En Martinique, la journée du 28 mai a été consacrée à une grande mobilisation contre le non-lieu, pour la justice, pour les réparations dans l'abominable dossier du chlordécone. Tout s'est déroulé au Lamentin, la deuxième ville du pays, très impactée par le chlordécone et riche en patrimoine de lutte des ouvriers agricoles.

En 1961, une grève du secteur agricole avait fait trois victimes sauvagement assassinées en marge de la grève. Le choix de ce lieu, fait au consensus par le Collectif d'environ 50 organisations qui appelaient, a probablement desservi quant à l'affluence mais a permis sur les quatre kilomètres du parcours dans la ville, de faire résonner la colère ressentie devant le risque de non-lieu...



## La détermination militante est réelle

1 000 manifestantEs selon la police, probablement le double surtout si l'on considère toute cette longue journée de lutte commencée au pied de la statue du Neg Mawon et achevée vers 22 heures avec le concert des artistes engagés sur le stade Georges-Gratiant (du nom de l'ancien maire communiste de la ville). Entre la manifestation du matin et le concert du soir, des exposés (témoignages poignants de victimes, exposés de médecin, d'écologistes, d'avocats, un bref débat, des stands, un film et le vote d'une motion par acclamation, ont occupé les plus assiduEs. Cette journée est tout, sauf un baroud d'honneur. La détermination militante est réelle. La résolution finale appelle à des « actions résolues » avant la fin juin.

L'adoption en France d'un communiqué de l'Union syndicale Solidaires, de la Confédération paysanne, de la CGT, de la FSU, de Copernic et Attac suite à une demande d'audience de ces organisations aux ministres de la Justice et de l'Outre-mer, apparaît comme une promesse de réaliser d'autres actions de solidarité dont ce combat a besoin.

## Le combat n'est pas fini

D'ores et déjà, il peut s'enorgueillir du large éventail de forces représentées, de la participation d'élus martiniquais. On a vu défiler le député Nilor, les conseillers territoriaux Carole, Marie-Sainte, les maires Couturier, Laguerre, Nadeau, Pamphile, Tavernier et bien entendu le maire du Lamentin Zobda, fortement impliqué dans la préparation du 28 et dans des actions antérieures. Nous adressons nos excuses si nous n'avons pas repéré tout le monde...

L'originalité inédite de cette mobilisation, c'est d'ailleurs de mettre côte à côte des éluEs qui sont en pleine compétition pour les élections législatives. Comme quoi, le mouvement social, quand lui-même s'unit, a la capacité de rendre toute abstention suspecte.

Il reste que le combat n'est pas fini, et que le pouvoir aurait tort de ne pas prendre la mesure de la situation et de ce que cela lui coûtera.

Que toutes les forces humanistes et progressistes se hissent au niveau d'action que la gravité du problème exige ! C'est une question de dignité.

Philippe Pierre-Charles

## USA Les Républicains responsables du massacre d'Uvalde

Un jeune homme de 18 ans portant un fusil d'assaut AR-15, une arme de guerre, est entré dans l'école primaire Robb à Uvalde, au Texas, le matin du 24 mai. Il a tiré et tué 19 enfants et deux enseignants, et a blessé 17 autres personnes. Plus tôt dans la journée, il avait tué sa grand-mère. Les enfants qu'il a tués et blessés étaient âgés de neuf, dix ou onze ans.

Le meurtrier, Salvador Ramos, était un Latino, comme presque toutes ses victimes. La ville d'Uvalde est une communauté mexicaine-américaine ouvrière d'environ 16 000 habitantEs, dont le revenu annuel moyen représente environ un tiers de celui de la moyenne nationale.

## Un problème uniquement étatsunien

Dix jours auparavant, le 14 mai, un autre jeune homme de 18 ans, cette fois un raciste blanc, est entré dans le Tops Friendly Market, une épicerie de Buffalo, dans l'État de New York, tuant 13 personnes, 11 noires et deux blanches. Mais les tueries de masse, c'est-à-dire le fait de prendre plus de trois vies, se produisent dans des communautés riches ou pauvres. Il y a eu 417 fusillades de masse en 2019, 611 en 2020 et 693 en 2021, selon les archives sur la violence par armes. La fusillade de masse la plus meurtrière a eu lieu à Las Vegas en 2017, où un tireur a tué plus de 50 personnes et fait 500 blessés. Cette année, il y a déjà eu 221 fusillades de masse, parmi lesquelles 27 fusillades dans des écoles. La fusillade de masse la plus courante a lieu à la maison et est associée à la violence domestique, mais des personnes sont également tuées dans des fusillades de masse dans des églises, des synagogues, des salles de concert et des événements sportifs. De nombreux autres ÉtatsunienEs meurent à un ou deux dans des bagarres de gangs, tués par la police



ou lors de suicides. Aucune nation en Europe, ni la Grande-Bretagne, ni le Canada, ni l'Australie n'a un tel record de meurtres de masse. C'est un problème uniquement étatsunien.

## « Ce qui arrête les méchants armés, ce sont les gentils armés »

La National Rifle Association, le principal lobby des armes à feu du pays et une organisation de droite alignée sur le Parti républicain, est allée de l'avant seulement quatre jours après le massacre d'Uvalde avec sa convention annuelle et son exposition d'armes à Houston, au Texas. L'ancien président Donald Trump et des politiciens républicains y ont pris la parole, affirmant que les armes à feu n'étaient pas le problème. Ils ont appelé à « durcir » les écoles

avec des portes verrouillées, des détecteurs de métaux et des gardes armés, à renforcer les conseils en matière de santé mentale, et ils ont déploré le « mal » dans notre société. Certains Républicains demandent d'armer les enseignantEs afin qu'ils puissent répondre à des intrus armés. Le Républicain Ted Cruz a déclaré : « Ce qui arrête les méchants armés, ce sont les gentils armés. »

Pourtant, il est clair que la présence de tant d'armes à feu et de tant d'armes de forte puissance dans notre pays est la cause principale des fusillades de masse. La population étatsunienne est de 330 millions d'habitantes, mais nous avons 390 millions d'armes à feu. Environ 70 millions d'Américains possèdent des armes à feu ; environ 40% d'entre eux déclarent que la chasse en est la

principale raison. Et les hommes et les femmes, les Blancs, les Noirs et les Latinos achètent de plus en plus d'armes. Aujourd'hui, 20 millions de fusils d'assaut de type militaire sont entre les mains de civils. Ce sont ces armes qui ont coûté tant de vies lors de fusillades de masse au cours de la dernière décennie.

## Une question de société

À la suite de la tuerie de l'école Robb, des milliers d'élèves de lycées de tout le pays ont quitté leur établissement en signe de protestation, demandant au gouvernement de faire quelque chose. Des centaines d'adultes ont également protesté devant la convention de la NRA à Houston et dans d'autres villes. Ils parlent au nom d'une majorité d'AméricainEs, 68% d'entre eux souhaitant que les acheteurs d'armes fassent l'objet de vérifications en matière de criminalité et de santé mentale, et 47% souhaitant une législation plus stricte sur les armes. Les Démocrates, dans l'ensemble, sont favorables à une réglementation plus stricte, mais les Républicains s'opposent à pratiquement toutes les restrictions sur la possession d'armes. Dans l'ensemble, cette opposition au contrôle des armes est menée par les mêmes chrétiens évangéliques blancs qui s'opposent à l'avortement et aux personnes LGBTQ. Pour la NRA, les évangéliques et les Républicains, les armes symbolisent l'homme blanc chrétien indépendant qui est prêt à défendre sa maison et son entreprise contre les Noirs et les Latinos et, si nécessaire, à prendre les armes contre le gouvernement.

La question est de savoir si l'opposition des Républicains au contrôle des armes à feu, tout comme leur opposition à l'avortement, incitera les indépendants et les Démocrates à participer en plus grand nombre aux élections de mi-mandat en novembre. Nous verrons bien.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## BELGIQUE Pride 2022 : et pour un bref instant, nous sommes immortelEs

Samedi dernier, à Bruxelles, c'était la Pride. Et on y était, en masse : pour affirmer nos identités et nos fiertés, pour célébrer, et pour porter nos messages. Pour nous, le mouvement LGBT+ ne se limite pas à une fête, à une « célébration de la diversité » ou à d'autres formules plus ou moins creuses, c'est une lutte, qu'il faut aujourd'hui encore mener avec force et rage.



aller plus loin en exprimant une colère, en menant une lutte. La Pride d'aujourd'hui est ce qu'elle est, mais le désir de combativité n'est pas absent, loin de là. Vers où allons-nous, alors ? Vers une Pride repolitisée, l'année prochaine ? Pourquoi pas : la Pride de Paris, par exemple, a fait un net virage l'année dernière, sous la pression des collectifs les plus combatifs, en choisissant pour la même occurrence de partir d'une banlieue populaire, de refuser les chars des marques en quête de pinkwashing, et de faire comprendre au FLAG, collectif de

policiers gays (qui commémorait les émeutes du Stonewall en tirant sur les gens avec des pistolets à eau...), qu'il n'était plus le bienvenu. On peut aller vers ça, ou carrément vers un mouvement LGBT+ de masse, qui n'attendrait plus les Pride pour s'organiser et porter ses revendications. Cette histoire-là reste à écrire. Mais nous en avons besoin, et nous en avons la force. Inutile de se mentir : il est un peu dur, après un samedi comme celui-là (et les quelques prolongations qui n'ont pas manqué, confessons-le, d'emmener les jeunes anticapitalistes jusqu'aux aurores),

de retourner à la vie normale, celle où on cache son orientation sexuelle sur son lieu d'étude et où on évite de se tenir la main dans la rue. Parce que pour un bref instant, nous avons été immortelEs.

La Pride, c'est aussi ce moment où nous sommes des milliers dans la rue et où nous n'avons plus peur ni des regards ni des coups. C'est le moment où nous savons que ni les flics ni les fachos ne nous attaqueront, parce que nous sommes plus nombreux et nombreuses qu'eux, et plus fortEs. On peut même lancer des slogans provocateurs en passant à côté d'un combi et de quelques policiers en uniforme, comme on peut s'embrasser avec fougue au beau milieu de la rue. Au fond, tout n'est que rapport de forces : et quand on met plusieurs milliers de personnes dans la rue, même dans la marche la plus dépolitisée qui soit, la rue est à nous. Alors, quand on sent ça, qu'on se découvre ce pouvoir d'imposer nos volontés et d'être qui nous sommes, tout devient possible. Vivement que ce pouvoir se fasse ressentir tous les autres jours de l'année.

David Lhotellier

# MOZAMBIQUE Du sang et des larmes dans le gaz

La dernière Assemblée générale de Total a mis en exergue les bombes climatiques de cette multinationale. Parmi elles, le Mozambique.

Lors de la Convention citoyenne pour le climat, Macron avait pris en exemple ce pays pour illustrer la nécessité d'une aide aux nations pauvres afin qu'elles cessent d'exporter les énergies fossiles. Conclusion : les entreprises françaises, soutenues par le gouvernement, se sont précipitées dans la région mozambicaine de Cabo Delgado pour l'exploitation du gaz. Une région où sévit une insurrection djihadiste.

## Au départ, des bateaux de pêche

En 2013, le Mozambique commande 39 bateaux de pêche aux chantiers navals de Cherbourg pour un prix de 200 millions d'euros. En fait, cette commande va servir à acquérir 15 bateaux de guerre et, surtout, à contracter une dette de deux milliards de dollars dont une partie va être détournée. L'achat de cette flotte militaire doit servir à sécuriser la zone de Cabo Delgado où un immense gisement de gaz vient d'être découvert, qui ferait du pays le quatrième exportateur mondial. Quelques années plus tard, le gouvernement de Macron va déployer tout un dispositif financier et sécuritaire pour accompagner les entreprises françaises dans cet eldorado gazier. Total pour l'exploitation, Schlumberger pour le forage, Bolloré pour le port et la Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, Natixis pour le



financement. Pas d'inquiétude à avoir puisque le tout est sous garantie publique. En d'autres termes, si les multinationales ont un défaut de paiement, c'est l'État, donc les contribuables, qui rembourserait les banques.

## Une région en conflit

Le Mozambique a été ravagé par une guerre civile après son indépendance arrachée au Portugal en 1975. La région de Cabo Delgado, où vit une très grande partie de la population musulmane, est très proche de la frontière avec la Tanzanie. C'est de là que sont venus les djihadistes d'Ansar al-Sunna avant qu'ils ne s'implantent dans la région en profitant des dissensions communautaires.

Les Makondé de religion chrétienne d'un côté, de l'autre les Makua et les Mwani musulmans. Cette opposition est le fruit de l'histoire coloniale où les Makondé ont dû se réfugier dans l'arrière-pays pour échapper à l'esclavage avec la complicité des deux autres communautés. Aujourd'hui, Mwani et Makua reprochent aux Makondé d'accaparer le pouvoir et les richesses qui vont être tirées de l'exploitation minière. Ces oppositions sont exploitées à outrance par les politiciens qui tentent de monter les populations les unes contre les autres pour construire leur pouvoir, facilitant ainsi leur politique de prédation des richesses.

## Exploiter quoi qu'il en coûte

Les attaques des djihadistes sont de plus en plus fréquentes et violentes. À tel point qu'ils ont occupé Mocimboa da Praia, port stratégique de la région, avec des tentatives de s'étendre à la ville de Palma. Au vu de la situation sécuritaire, Total a dû arrêter ses opérations. L'armée mozambicaine est incapable d'endiguer ces attaques. Sous-équipée, mal entraînée, elle est aussi en proie à la corruption. Le journal *Carta de Moçambique* a révélé que 7 000 soldats étaient inexistants et que leurs salaires étaient perçus par les officiers supérieurs... Tout comme des enfants de la hiérarchie militaire

touchaient des soldes sans jamais avoir été soldats.

Acculées, les autorités mozambicaines ont dû accepter l'aide extérieure. Et il y a pléthore, puisque 24 pays européens et africains ont envoyé des troupes. L'essentiel de la sécurisation est assuré par les soldats rwandais. L'enjeu est évidemment la considérable réserve gazière mais aussi la préservation de la route maritime du canal du Mozambique, avec un fort trafic des pétroliers du Moyen-Orient vers l'Amérique et l'Europe.

Les violences sont à leur comble. On dénombre plus de 8 000 morts et des dizaines de milliers de déplacés. Les autorités mozambicaines interdisent aux populations de revenir dans les zones en proie au conflit. Des sous-traitants de Total en profitent pour accaparer les terres où le gaz doit transiter. Considérée comme une bombe climatique, cette exploitation gazière est néfaste pour le pays et les populations. Elle servira à rembourser les dettes contractées indument et à enrichir la petite minorité qui contrôle le pays. C'est une épée de Damoclès sur l'environnement car le canal du Mozambique est un corridor biologique. Cette exploitation gazière ne pourra qu'accentuer le dérèglement climatique dont souffre le pays, frappé par des cyclones plus nombreux et plus violents.

On parle souvent de malédiction des ressources naturelles. Il serait plus juste de parler de malédiction des multinationales minières.

Paul Martial

## VARIOLE DU SINGE Questions et certitudes sur la fabrique des pandémies

La pandémie de Covid-19 n'est pas finie que déjà la variole du singe sème ses incertitudes.

La variole du singe, ou Monkeypox, est un virus à ADN, donc assez stable, cousin de la variole sans en avoir la gravité. C'est une zoonose, avec un réservoir animal constitué de petits rongeurs, concentrée dans deux foyers en Afrique de l'ouest et du centre. Les cas connus, surtout du groupe Nigeria, responsable de la diffusion actuelle, guérissent naturellement au bout de trois semaines, la gravité semblant cantonnée aux enfants, femmes enceintes et immuno-déprimés. Il faut des contacts physiques étroits avec la peau infectée ou ses résidus, ou un contact respiratoire étroit pour attraper la maladie, peu contagieuse. Elle n'a jamais pu déclencher de véritable épidémie en Afrique.

## Accélération de l'émergence de nouvelles pandémies

La double nouveauté, c'est l'émergence de cas de variole du singe sans notion de voyage dans les pays d'endémie, loin de tout réservoir animal connu, et la possibilité plus grande de transmission inter-humaine, qui semble probable au vu de sa rapide diffusion à de nombreux pays. L'information du public et des professionnels de santé, pour repérer et isoler les cas, sans stigmatiser une communauté comme au début du VIH – la moitié des cas documentés étant des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, est essentielle pour essayer d'étouffer la poussée épidémique à son début. La vaccination des contacts pose le problème de la disponibilité vaccinale et de la balance bénéfice-risque. Le vaccin, vivant atténué, de troisième génération, présente beaucoup moins de risques que les anciens vaccins, et peut être utilisé chez les immuno-déprimés.

Comment ne pas être frappé par l'accélération de l'émergence de nouvelles pandémies ? Depuis le VIH en 1981, nous avons connu Zika et Covid-19, mais aussi Nipah, Ebola, Sras, Mers, Chikungunya ou grippe porcine H1N1. À chaque fois il s'agit de zoonoses, de virus issus de la faune sauvage, qui rompent la barrière d'espèce et arrivent à se diffuser à l'homme, puis entre les humains. Or les zones de grande biodiversité qui abritent ces virus sont agressées à une vitesse incroyable par la mondialisation capitaliste, alors qu'un processus d'urbanisation accélérée et sans contrainte de santé publique, mais aussi de mondialisation accélérée des échanges de marchandises, de travailleurs, de touristes, d'animaux sauvages ou d'élevage... favorise leur diffusion ultra-rapide.

## La mondialisation capitaliste en question

La destruction massive et rapide des dernières grandes forêts, souvent pour laisser place à la monoculture de palme ou la culture extensive de bétail de l'agro-capitalisme, favorise la proximité entre humains et animaux réservoirs : ainsi du virus Nipah chez les cueilleuses d'arbres à palme, qui abritent maintenant les chauves-souris fructivores, auparavant cachées dans les profondeurs des forêts). Dans le même temps, le réchauffement climatique, avec ses feux de forêt et les sécheresses, et les échanges commerciaux favorisent les changements de territoire des animaux hôtes : chauves-souris porteuses d'Ebola au Congo, qui migrent vers l'Afrique de l'Ouest pour y déclencher l'épidémie de 2014 ; émergence d'une forme hémorragique de dengue par diffusion-superposition des quatre types de virus ; transport de moustiques tigres dans des vieux pneus venant d'Asie du Sud-Est ; 43 cas de Monkeypox aux USA en 2003 après l'achat de chiens contaminés par des rats de Gambie en animalerie. L'effondrement de la biodiversité élimine des espèces qui ne pouvaient pas héberger ou transmettre à l'homme certains pathogènes. Cet effet de dilution est aujourd'hui en danger. Personne ne connaît l'avenir du Monkeypox. Chaque épidémie a son mécanisme d'émergence. Mais toutes plongent au cœur de la mondialisation capitaliste.

Frank Prouhet

# UKRAINE Le viol comme arme de guerre

Le 6 avril, une psychologue établie à Boutcha, une ville au nord-ouest de Kiev, qui a été le lieu de nombreuses exactions par l'armée russe, a décidé de témoigner publiquement pour la première fois de l'usage du viol comme arme de guerre par des soldats russes sur la population civile ukrainienne, principalement sur des femmes et des enfants.

L'usage du viol comme dispositif venant s'intégrer à un ensemble de pratiques militaires et guerrières est reconnu depuis le début des années 1990. Cette pratique systémique de viols répétés, parfois collectifs, par les soldats d'une armée sur les femmes et les enfants de la population, ou de l'ethnie, considérée comme ennemie a en effet été largement documentée dans le cadre de la guerre entre la Serbie et la Bosnie, du fait des soldats serbes.

## Un dispositif d'une guerre impérialiste...

Ces actes de violence sexuelle sont considérés comme des pratiques de l'arsenal guerrier en tant que tels, et non pas comme des sous-produits « accidentels » de la guerre. Ils sont issus d'une volonté coordonnée de la part de la hiérarchie militaire de venir par ce biais porter atteinte à la population « adverse » jusque dans son corps, physique et social. Les viols sont souvent commis en public, devant la famille ou les proches des victimes. Dans le cas de l'agression russe, plusieurs indices semblent indiquer que ces actes sont issus d'ordres directs du gouvernement russe adressés aux soldats. Les actes de violences sexuelles rapportés de Boutcha, qui ne sont probablement que la pointe de l'iceberg, s'inscrivent dans le narratif



du viol comme arme de guerre. Une jeune fille de 14 ans aurait ainsi été violée par plusieurs soldats russes juste devant l'entrée de sa maison. Un enfant de 11 ans a été violé par deux hommes sous les yeux de sa mère. Deux femmes ont subi des viols à répétition par plusieurs hommes qui s'étaient établis dans leur maison et les avaient séquestrées.

## ... et patriarcale

Nous savons que les femmes, les minorités de genre ou les personnes non-blanches sont victimes des conflits armés d'une manière spécifique, propre aux oppressions systémiques qui les touchent. L'usage coordonné et répété du viol de femmes et d'enfants dans

le cadre de l'invasion de l'Ukraine, par des forces armées contrôlées par un homme, qui gouverne un pays impérialiste depuis plus de 20 ans, et qui incarne de bien des manières une masculinité dominante et violente, est ainsi un exemple du caractère patriarcal des conflits armés.

## Solidarité féministe internationaliste!

Face à ces crimes de guerre, nous devons impérativement travailler à construire une solidarité féministe internationaliste. Elle passe par le soutien à l'auto-défense armée de la population ukrainienne, et notamment des femmes et des minorités de genre, par l'exigence que ces viols soient reconnus comme des

crimes de guerre et pour qu'un soutien matériel et psychique soit apporté à toutes les victimes.

Elle doit aussi passer par une réflexion approfondie, au sein de nos collectifs féministes et de nos organisations politiques, sur la manière dont la violence de genre se déploie de manière spécifique et structurante dans le contexte mondial actuel d'une montée du néolibéralisme autoritaire et des projets de la droite fascisante. C'est le cas lors d'invasions impérialistes armées mais aussi dans celui d'exactions impérialistes de matières premières par des multinationales dans des pays de la périphérie des centres d'accumulation capitalistes, où les femmes qui résistent à l'expropriation de leur terre sont, elles aussi, fréquemment victimes de violences sexuelles.

Dans le cadre de la lutte contre ces violences de genre, nous devons absolument chercher à dépasser les seules demandes à l'encontre d'institutions nationales et internationales qui participent à produire et à consolider cette offensive néolibérale qui fait le lit de l'extrême droite. Nous devons construire une riposte féministe autonome et auto-organisée.

## Noémie Rentsch

Article paru dans le n°405 de *solidarités* (Suisse).  
1 – Voir le podcast quotidien de France Culture sur la guerre daté du 6 avril : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/guerre-en-ukraine-le-podcast-quotidien>

## CHALEUR EXTRÊME EN ASIE DU SUD

Une vague de chaleur frappe depuis le mois de mars une grande partie de l'Inde et du Pakistan. Après une accalmie début mai, elle repart avec des températures pouvant atteindre 50°C. Plus d'un milliard de personnes sont concernées. La chaleur combinée à des niveaux élevés d'humidité menace la survie des personnes se trouvant à l'extérieur pendant une période prolongée. « Cette vague de chaleur teste les limites de la capacité de survie humaine », prévient Chandhi Singh, une des autrices du GIEC.

**L'**Inde a enregistré son mois de mars le plus chaud depuis 122 ans (+ 44°C). L'indice de température du « thermomètre mouillé », indice variable selon l'endroit habité, utilisé pour estimer les effets de la température, du rayonnement solaire et de l'humidité, avoisine 30°Tw, proche du seuil de létalité (35°Tw). La chaleur mêlée à l'humidité, en entravant la sudation, la transpiration, empêche le corps de se refroidir. Un risque identifié par les experts du climat qui commence à se matérialiser.

### Le Pakistan brûle

« C'est comme un feu qui brûle tout autour », a commenté Shafi Mohammad, un ouvrier agricole d'un village proche de Jacobabad, au Pakistan, où la température a atteint 50°C<sup>1</sup>. Le Pakistan est frappé depuis 2015 par les canicules, en particulier dans les provinces du Sindh et du Pendjab. Leur intensité, leur durée et leur fréquence augmentent. 39% de la population travaille dans le secteur agricole (18,5% du PIB), secteur parmi les plus touchés par la sécheresse et la canicule. Le débit

du fleuve Indus a été réduit de 65% cette année « en raison du manque de pluies et de neige », selon le porte-parole du département de l'irrigation dans le Pendjab, Adnan Hassan<sup>2</sup>. Son bassin procure 90% de l'alimentation en eau du Pakistan, selon l'ONU. Il ajoute : « Il y a un vrai risque de pénurie de nourriture et de récoltes cette année dans le pays, si ce manque d'eau doit persister. »

### Impacts sur l'économie

En Inde, en raison de la sécheresse et du manque d'eau, le gouvernement a décidé de suspendre ses exportations de blé pour sécuriser les stocks en vue des mauvaises récoltes à venir, décision qui aura des conséquences sur la sécurité alimentaire mondiale. Plus de 50% de la population travaille dans le secteur agricole (23% du PIB). De plus, l'exceptionnelle chaleur a fait grimper la demande en climatisation : les centrales électriques ont manqué de charbon. Plusieurs villes ont subi jusqu'à huit heures de coupure de courant par jour, tandis que des zones rurales enregistraient des délestages pendant la moitié

de la journée. N'oublions pas que « la crise climatique actuelle n'est pas due à l'industrialisation de l'Inde mais à l'industrialisation occidentale de ces 15 dernières années », comme le rappelle Harjeet Singh, expert du climat qui milite pour un traité de non-prolifération des combustibles fossiles. D'où les indispensables mesures de justice climatique pour les pays du sud.

### Les oiseaux tombent du ciel

La chaleur extrême pèse aussi sur les oiseaux qui tombent du ciel en très grand nombre, épuisés et déshydratés. Aucun répit n'est attendu avant le mois de juillet. Un exemple parmi d'autres des menaces contre la biodiversité.

### Ailleurs aussi ça brûle

Le 14 mai, le Mexique a enregistré des températures de 48°C dans l'État de Chihuahua. Tout le sud-ouest des États-Unis, de la Californie à l'Arizona, du Texas au nord du Mexique, est touché par la chaleur intense. Le Moyen-Orient aussi avec 46,2°C en Égypte, 46,7°C en Arabie saoudite.

1 - Cité dans une dépêche AFP le 13 mai.  
2 - Idem

**L**e climat est en train de basculer. Dans les pays du sud, les moyens de subsistance et la vie sont directement impactés par les chaleurs extrêmes, les sécheresses, les inondations, les cyclones et typhons dévastateurs. D'ici 2050, l'Égypte, le Yémen, l'Arabie saoudite, l'Éthiopie, la Somalie pourraient devenir invivables pour les humains selon des chercheurs de la NASA. La technologie n'y pourra pas grand-chose. Seul un changement radical de notre façon d'habiter la planète est à l'ordre du jour. Les demi-mesures sont hors jeu.

Dossier préparé par la Commission nationale écologie



**QUELLES  
À LA CRISE  
EN C**

## SÉCHERESSE EN FRANCE AUSSI

De manière récurrente, on enregistre un déficit de pluies en automne et en hiver. Cette année encore, nombre de départements sont à -20%, certains jusqu'à -40%! Ce printemps a été hors normes : 38 jours d'affilée avec des températures au-dessus des normales saisonnières.

**L**es orages dévastateurs avec leurs phénomènes quantitatifs d'eau, de grêlons parfois, ne profitent pas aux nappes phréatiques. Monoculture et artificialisation aggravent sérieusement le problème et on peut déjà dire qu'aucune région française n'échappera à la sécheresse cet été. Loire, Charente, Bouches-du-Rhône, Valence-Lyon, seront les plus touchées. Déjà des

restrictions sont mises en place par certaines préfectures.

### Les bassines et méga-bassines aggravent tout

Les bassines ne sont pas une réponse de bon sens : on capte en hiver de l'eau abondante, eau de crues, pour irriguer par grandes chaleurs l'été venu. On pompe l'eau des nappes à des kilomètres de profondeur, une eau de grande qualité, longuement filtrée par

la nature. Les bassines sont des réservoirs rendus étanches par des bâches plastiques et sont au service exclusif des grandes exploitations. Lacs artificiels de 10 à 20 ha (1 ha est un carré de 100 m sur 100)! Elles mettent les nappes phréatiques en situation limite. La sécheresse en est aggravée!

### Mobilisations et sabotages

Les bassines sont un outil de l'agriculture industrielle. L'État et la FNSEA sont à la manœuvre. Et ça ne passe pas! Des collectifs citoyens mobilisent, parfois dans le cadre des « Soulèvements de la terre ». Certaines décisions de justice ont annulé des projets de bassines. En mars, dans les Deux-Sèvres, un « Comité exécutif de la direction régionale de la protection de l'eau » a revendiqué le sabotage de 2 bassines : « Stop à l'accaparement de l'eau », « stop à l'épuisement de ce bien commun »! Ces luttes, ces actions fortes dessinent les contours d'une autre agriculture, nous parlent d'un autre rapport à l'eau loin de toute prédation, nous parlent de « l'eau bleue », eau de profondeur, de « l'eau verte », l'eau retenue en surface dans le couvert végétal diversifié. Nous rappellent que nous sommes faits d'eau... La crise écologique globale doit être au centre de notre programme. Ça devient vital!

### LE NUCLÉAIRE POUR « SAUVER LE CLIMAT » ?

Face à la propagande pro-nucléaire, trois points fondamentaux nous ont amenés à un plan d'arrêt du nucléaire en 10 ans :

- 1) Le nucléaire est hors délai car les réserves d'uranium seront épuisées dès 2070.
  - 2) Le nucléaire est hors sujet car il ne représente que 10% de l'électricité produite dans le monde, et 2% de l'énergie totale.
  - 3) Le nucléaire est hors contrôle car un accident nucléaire ne peut être exclu et les déchets nucléaires restent radioactifs 100 000 ans.
- Développons la sobriété et remplaçons l'énergie « de stock » (fossiles et nucléaire) par l'énergie « de flux » (renouvelables : éolien, solaire, hydroélectricité, géothermie...).

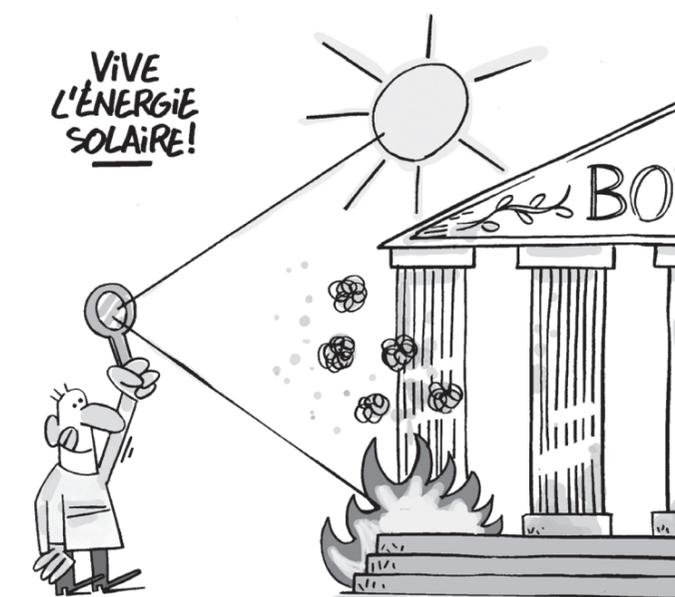
## 6<sup>e</sup> RAPPORT DU GIEC ENTRE RIGUEUR SCIENTIFIQUE

Le troisième volet du sixième rapport du GIEC a été publié le 4 avril dernier.

**A**près le premier volet qui synthétise l'état des connaissances scientifiques sur le climat et le deuxième qui évalue les conséquences du changement climatique sur les sociétés humaines et les écosystèmes, le troisième explore les solutions disponibles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre<sup>1</sup>.

### Première constatation : la technologie ne remplit pas ses promesses

« Le taux annuel de croissance des émissions s'est ralenti significativement dans le secteur de l'énergie et dans celui de l'industrie mais est resté inchangé dans le secteur du transport. Depuis 2010, les baisses de coût ont été fortes dans le solaire (87%), l'éolien (38%) et les batteries (85%); les agrocarburants représentent 90% de l'énergie renouvelable utilisée dans les transports. Mais ces réalisations du capitalisme vert ne nous mettent pas sur le chemin du "zéro émissions nettes" en 2050, indispensable pour rester sous 1,5°C de réchauffement. »



« Sans nouvelles mesures climatiques, la température moyenne de surface du globe augmentera de 3,3 à 5,4°C d'ici 2100. Rester sous 1,5°C nécessite des réductions d'émissions rapides et des changements structurels fondamentaux à l'échelle globale. [...] Une action climatique trop faible à court terme rendra les objectifs climatiques inaccessibles dans le futur. Rester sous 1,5°C avec 50% de chance et un léger dépassement nécessite des réductions d'émissions de 35 à

60% en 2030 et de 73 à 94% en 2050. »  
Pour échapper à la sortie des énergies fossiles les gouvernements et les multinationales font miroiter les technologies à émissions négatives. Le présent rapport est plus réservé que les précédents sur ces technologies de capture, séquestration du carbone, jusqu'à dire « qu'ils peuvent avoir des effets négatifs sur les services écosystémiques et sur les Objectifs de développement durable ».



# RÉPONSES CLIMATIQUE OÙ ?

## ÉCONOMIQUE ET FABLE SOCIALE



CHARMA6

### Deuxième constatation : la nécessaire réduction de la consommation d'énergie

Important et notable, « le GIEC, pour la première fois, se fait l'écho de certains travaux de recherche qui plaident explicitement pour une rupture avec les contraintes capitalistes du "toujours plus". Selon certains chercheurEs, en effet, la stabilisation du climat ne peut pas être réalisée sans une réduction très substantielle de la consommation finale d'énergie – une réduction à ce

point importante qu'elle implique nécessairement une diminution de la production matérielle et des transports ».

Le rapport « insiste sur la priorité à donner à "l'équité" et à la "participation des parties prenantes" dans la perspective d'une "transition juste", [...] note que les changements de comportement individuels, à eux seuls, ne peuvent réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre [...], souligne que ces changements doivent s'encadrer dans un changement structurel, culturel et institutionnel ainsi que l'importance des mouvements sociaux, des jeunes notamment, pour faire bouger les lignes face aux "intérêts établis" ». Mais, dans le même temps, « ce rapport est confit de l'idée irréaliste qu'il serait possible de faire converger des intérêts sociaux antagoniques pour sauver le climat de la Terre dans l'harmonie universelle, sans mettre en question le moins du monde la propriété privée de l'économie, la concurrence pour les parts de marché, la production pour le profit et le "produire pour produire" qui en découle automatiquement. »

1 – Le titre de cet article est inspiré d'un article de Daniel Tanuro, publié sur le site de nos camarades de la Gauche anticapitaliste belge, dont nous reprenons de larges extraits. À lire sur : <https://www.gaucheanticapitaliste.org/crise-climatique-rapport-du-gt3-du-giec-de-la-rigueur-scientifique-a-la-fable-sociale/>

**O**ne peut pas se contenter d'aménager, de verdier le système. Les mesures à prendre doivent être radicales et rapides. Elles doivent prendre en compte la nécessité, pour réduire drastiquement l'usage des énergies fossiles et sortir du nucléaire, de réduire la production matérielle globale, donc la consommation globale et les transports. Ces mesures doivent répondre en même temps à l'urgence sociale et à l'urgence climatique, permettre de vivre mieux, de mener une vie bonne tout en réduisant les émissions et les impacts sur les écosystèmes. Pour cela, elles doivent faire payer les riches et les capitalistes pour réparer la société, la nature et la relation entre la société et la nature.

### « Les riches détruisent le climat... »<sup>1</sup>

L'intensité carbone du mode de vie des riches est de loin supérieure à celle du mode de vie des classes populaires. Des mesures immédiates peuvent cibler leur surconsommation de luxe. On peut mettre fin à l'indécence que constituent par exemple les jets privés, les super-yachts ou le tourisme spatial... qui, il est vrai, concernent une infime minorité, mais sont à la fois très symboliques et très destructeurs. 1% de la population mondiale est à elle seule responsable de la moitié des émissions de l'aviation. En France, les émissions du secteur aérien ont augmenté de 71% entre 1990 et 2018, 15% des Français n'ont jamais pris l'avion. On peut associer deux mesures simples et efficaces : aucun vol si le train peut assurer le déplacement et si la distance est inférieure à 1000 km et instauration de quotas pour les voyages en avion, quotas au-delà desquels ils seraient tout simplement interdits.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, le marché automobile de luxe pour les véhicules tout-terrain de loisir est à l'origine de la plus forte hausse des émissions de CO<sub>2</sub> entre 2010 et 2018 après le secteur de l'énergie. Un tiers des véhicules neufs vendus dans l'UE sont ces SUV. Leur fabrication doit être purement et simplement stoppée.

À celles et ceux qui s'effraient de ces mesures d'interdiction ou de restriction, nous répondons qu'elles sont infiniment plus justes et plus efficaces que les taxes qui, tout en appauvrissant une grande partie de la population, laissent les plus riches et les plus pollueurs s'offrir le droit de polluer.

### La justice sociale est bonne pour le climat

Un euro dans la poche des 1% les plus riches émet trente fois plus de CO<sub>2</sub> qu'un euro dans la poche des 50% les plus pauvres, il faut donc à la fois l'augmentation du SMIC, l'extension de la protection sociale et l'instauration d'un salaire maximum. Avec une forte progressivité de l'impôt, l'abolition du secret bancaire, la mise en place d'un cadastre des fortunes, la suppression des paradis fiscaux, l'imposition des gros patrimoines, la taxation des transactions financières, etc., la justice fiscale permet de faire coup double :

1) prendre aux plus riches — qui font un très mauvais usage de leur fortune tant pour leur consommation que pour leurs investissements ;

## QUE FAIRE ?

*La gravité des événements climatiques extrêmes actuels et la lourdeur des menaces qui pèsent sur l'avenir sont telles qu'elles pourraient conduire à la sidération et au renoncement. Elles peuvent aussi conduire à se contenter de répéter qu'il faut en finir avec le capitalisme et faire la révolution, ce qui est vrai mais insuffisant pour convaincre.*



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

2) financer le secteur public, socialisé, dans lequel la logique du commun permet la gratuité pour les besoins de base, le contrôle, les choix politiques démocratiques en fonction des besoins sociaux et écologiques et non des profits.

Pour vivre mieux, il est aussi impératif de reconnaître et valoriser le travail de santé, d'éducation, de prise en charge des personnes âgées et/ou dépendantes, d'accueil de la petite enfance, de restauration des écosystèmes, autant d'activités indispensables à la vie et peu émettrices, mais aujourd'hui invisibilisées et dévalorisées par le capitalisme patriarcal.

Produire moins c'est travailler moins et vivre mieux, pour cela la lutte antiproductiviste pour la réduction collective radicale du temps de travail (réduction du temps de travail hebdomadaire, abaissement de l'âge de la retraite), sans perte de salaire ni dégradation des conditions de travail, est décisive.

Ces mesures doivent s'accompagner de la transformation radicale de tous les grands secteurs. La mise en route des immenses chantiers de reconversion doit avoir comme préalable absolu la continuité du salaire des salariéEs des secteurs concernés.

### Transports

L'urgente et massive diminution de la production matérielle globale s'accompagnera d'une réduction en proportion des marchandises transportées. Cette réduction peut être même plus importante : les critères de production du capitalisme mondialisé doivent pour cela être battus en brèche. Il devient impératif de sortir de l'hyper-mobilité motorisée : la voiture individuelle perdra sa place centrale dans la mobilité des personnes avec la priorité donnée aux transports collectifs

gratuits. Le vélo pourra jouer un rôle non négligeable et la marche retrouver sa place. Hors des villes, tout doit être revu avec les populations : services publics et nouveaux usages de la voiture seront au centre.

### Agriculture et alimentation

L'agriculture industrielle est une impasse. L'usage massif des pesticides a provoqué une perte immense en biodiversité et a porté atteinte à notre santé. L'agro-business fournit une alimentation de qualité médiocre. Ce secteur est responsable de 20% des émissions de GES en France. Une révolution agro-alimentaire s'impose d'urgence : le basculement vers une agriculture paysanne, sans chimie et moins mécanisée, vers une production 100% bio, vers une réduction importante de la consommation de viande aussi. Cette mutation aura besoin de beaucoup de monde, de financements pérennes importants. Pour la réussite macro-économique de ce chantier, le débat

s'ouvre sur une « Sécurité sociale de l'alimentation / régime général ».

### Logement/urbanisme/artificialisation des terres

De nombreuses familles sont mal logées. Les loyers sont chers. Des millions de logements sont inoccupés. Une grande partie des logements sont des passoires thermiques. On habite loin de son lieu de travail : en 1960, à 3 km, à 15 km aujourd'hui. Les villes s'étendent toujours plus loin avec les zones commerciales qui vont avec. Et entre elles, les routes et autoroutes, les voies de contournement font reculer la terre, coupent des forêts. 55 projets routiers sont contestés par des luttes citoyennes. Ces « projets inutiles et imposés » coûtent très cher (15 milliards d'euros), rapportent gros à Vinci et consorts et sont eux-mêmes un nouveau problème : ils sont une immense dépense d'énergie, un formidable « aspirateur à voitures ».

(1) Formule d'Hervé Kempf

## UN MAUVAIS CHOIX

Pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles russes, la Commission européenne souhaite exempter les énergies renouvelables des évaluations d'impact sur l'environnement et faciliter les autorisations de destruction d'espèces protégées.

Ce choix favorable aux groupes capitalistes affaiblit la législation sur la protection de l'environnement.

Seule la sobriété énergétique peut concilier limitation du réchauffement climatique et préservation de la biodiversité, aussi nécessaire l'une que l'autre.

## AUTOMOBILE Brutalités patronales contre les grévistes de PEI sur le site de Renault Cléon

La semaine dernière, nous relations une action des salariéEs de PEI, société en charge du nettoyage au Technocentre Renault Guyancourt, en grève depuis plus d'un mois, pour faire entendre leurs revendications. À l'heure où nous mettions sous presse, nous avons appris que cette action avait été sujette à la répression. Nous publions cette semaine le communiqué de la CGT Renault Cléon rédigé à cette occasion.

Les travailleurEs de PEI du Technocentre, [alors] en grève depuis quatre semaines, sont venus mardi 24 mai 2022 à la rencontre des travailleurEs de PEI de Renault Cléon, pour expliquer les attaques de Renault contre les prestataires dont eux. En effet, au Technocentre Renault exige la suppression de 30 emplois!



### Cadres contre grévistes

Les camarades de PEI sont entrés sur le site et ont organisé une AG avec les salariéEs de PEI du site de Cléon puis sont partis en manifestation, accompagné d'élus CGT et CFDT Cléon.

La direction de Cléon n'a rien trouvé de mieux que d'envoyer ses cadres pour faire face aux salariéEs de PEI en grève. Blocage des cadres en travers des couloirs pour bloquer les manifestantEs. Plusieurs cadres n'ont pas hésité à frapper les grévistes, une femme de ménage a fait un malaise, une autre est à l'hôpital. La direction a fait venir cinq camions de CRS, ils sont entrés sur le site. Les grévistes nullement impressionnéEs continueront de se battre contre Renault! Vive la grève!

# MOBILISATION DU 7 JUIN Pour les urgences et l'hôpital, urgence vitale!

À Bordeaux, 750 000 habitantEs, les urgences du CHU sont fermées la nuit, avec 40% des médecins qui sont en arrêt, en burn-out ou qui ont démissionné! Une tente de la Croix-Rouge filtre les entrées. Seules les urgences vitales régulées par le Samu ont porte ouverte. À Orléans, une personne âgée décède seule sur un brancard, faute de soins et de personnel, précipitant la grève et l'application d'un plan blanc, c'est-à-dire le report des interventions non urgentes pour libérer des places, comme dans une soixantaine d'hôpitaux. À Oloron-Sainte-Marie, 2500 personnes manifestent contre la fermeture programmée par l'ARS du service d'urgence, et obtiennent sa réouverture. Au-delà de ces exemples, ce sont 120 services d'urgences qui annoncent être en détresse, 27 hôpitaux de France, dont des CHU, qui multiplient les fermetures répétées ou temporaires. Les urgences sont au bord de l'effondrement.

### L'hôpital au bord du gouffre

Les urgences sont les lieux de convergence de toutes les difficultés. Leur fréquentation a augmenté de 20% depuis la crise covid. Déserts médicaux, délais d'attente insupportables en ville, effondrement des gardes médicales avec des généralistes surchargés, explosion des dépassements d'honoraires qui sont repartis à la hausse: tout concourt à remplir les urgences, qui elles sont gratuites et ouvertes 24/24 h. Et tout empêche de les vider... On manque doublement de lits pour ceux qui doivent être hospitalisés: les lits fermés (17 500 en cinq ans) pour réduire les dépenses de santé; les lits fermés (jusqu'à 20%) par manque de personnels pour les faire tourner. Et aux urgences, on manque de personnel pour accueillir dignement et en sécurité les patientEs.

Faute d'espoir, les démissions se multiplient face aux journées

harassantes, où on a l'impression de toujours faire mal son travail, de flirter en permanence avec l'erreur médicale. Les médecins urgentistes préfèrent souvent le secteur privé ou les remplacements, où ils peuvent gagner en quelques jours de travail autant qu'en un mois de stress et de galère aux urgences publiques, avec le risque aggravé d'erreur médicale. Les mois d'été sont des mois difficiles pour les urgences, avec les vacances des personnels et les grands déplacements de population. Ils sont déjà au bord de la rupture en mai! Au-delà de la crise des urgences, soyons sûr que c'est bien tout l'hôpital qui est au bord de l'effondrement, avec ses services fermés, ses interventions reportées par les plans blancs, ses personnels maltraités, essorés par le Covid, déçus par le Ségur. Les profits d'abord, voilà leur cri de guerre contre notre santé. Avec pour seul horizon la limitation des dépenses de santé, la volonté de casser les statuts du service public hospitalier, et de développer les partenariats public-privé, alors que le scandale Orpea nous montre la triste réalité du privé

dans la santé! 60 000 personnes ont choisi de quitter l'hôpital faute d'espoir, 16 000 ont été suspendues faute de schéma vaccinal covid complet. Les personnels existent, il faut leur donner envie de revenir à l'hôpital public!

### Des mesures d'urgence

Pour Olivier Véran, ex-ministre de la Santé, «ce n'est pas un problème salarial, ce n'est pas un problème d'effectifs, c'est un problème d'organisation». Face à ces mensonges qui tuent, face aux regroupements hospitaliers qui sont autant d'occasions de fermetures de lits, comme le regroupement Beaujon/Bichat dans un nouvel hôpital à Saint-Ouen et la perte, au passage, de 300 lits, face aux menaces de remplacement des assistantes sociales hospitalières par des start-up comme «Noé Santé» à l'AP, il y a urgence à réaffirmer la nécessité de la formation, de l'embauche de 100 000 personnels médicaux (infirmières, assistantes sociales, kiné, ergothérapeutes, diététiciens, manips radio...), mais aussi para-médicaux, qui assurent la maintenance, la logistique, le secrétariat, tout ce qui en leur absence retombe sur des personnels médicaux déjà surchargés. Des embauches avec une augmentation des salaires de tous les personnels pour en finir avec dix années de blocage du point, la revalorisation des gardes de nuit et de week-end,

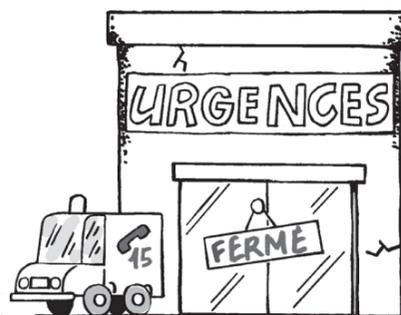
la fin de l'Ondam, de la T2A, des fermetures de lits et de l'austérité à l'hôpital. Et avec la réintégration de tous les personnels suspendus, la régularisation des médecins à diplôme étranger exerçant dans les hôpitaux, la remise en route d'une permanence des soins de ville autour d'un service public de santé de proximité, des moyens universitaires pour former beaucoup plus de nouveaux médecins...

### Mobilisation le 7 juin!

La CGT et Sud Santé Sociaux, les collectifs inter-hôpitaux, inter-blocs et inter-urgences, l'Association des médecins urgentistes de France, le Printemps de la psychiatrie, la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité appellent personnels et usagerEs à une grande journée de mobilisation unitaire le 7 juin pour défendre «l'hôpital désespérément maltraité». Le 7 juin doit relancer la mobilisation unitaire dans un secteur qui hésite entre démissions et mobilisations, nombreuses, mais très éparpillées. Nous devons en faire aussi un événement politique à quelques jours des législatives. Sur toutes les villes doivent naître des appels unitaires, rassemblant syndicats, partis, candidatEs de gauche aux législatives, pour soutenir la mobilisation des personnels et usagerEs, en défense du bien commun que doit être l'hôpital public.

Frank Prouhet

MACRON 2 DÉJÀ AU BOULOT!



CHARMAG



## l'Anticapitaliste la revue

Le n°135 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## SOCIAL La revalorisation des retraites: attention aux entourloupes du pouvoir!

Le gouvernement a reconnu dans une annexe au projet de loi de financement de la Sécu pour 2022 la perte du pouvoir d'achat des 16,7 millions de retraitéEs ces dix dernières années. Il n'envisage pas de rattrapage de cette perte estimée par la CGT de 10% en dix ans, mais à l'approche des élections législatives il sème des illusions en annonçant son intention d'augmenter les pensions de retraites à la hauteur de l'inflation dès juillet.

Indexer le montant des pensions sur l'augmentation des prix ne sera pas suffisant pour garantir le maintien du pouvoir d'achat des retraitéEs. C'est une disposition légale qui existe déjà mais qui est contournée par les manœuvres des gouvernements successifs pour réaliser des économies sur le dos des retraitéEs.

## ÉDUCATION Les méthodes Blanquer, stop ou encore ?

La Seine-Saint-Denis est un des terrains où cet enjeu est posé de la manière la plus immédiate. Ce département, le plus jeune de métropole, compte le plus de besoin d'éducation prioritaire, c'est-à-dire d'équipes enseignantes soudées par une cohérence de travail mais aussi ouvertes à l'expérimentation pédagogique. Tout l'inverse des petits soldats de la République laïque rêvée par Blanquer.

### Une belle expérience pédagogique brisée

Ainsi, à l'école Pasteur de Saint-Denis, au cœur d'une des plus grosses cités de la ville, une équipe pédagogique de 19 enseignants qui s'était constituée depuis 10 ans, gagnant la confiance des parents d'élèves qui décrivaient non seulement la réussite scolaire mais l'épanouissement de leurs enfants, a été attaquée pour ce qu'elle était, et ce qu'elle faisait. « La nouvelle directrice a mis en place des pratiques managériales allant contre le fonctionnement collectif et coopératif de notre équipe et ne

*Pour le nouveau ministre de l'Éducation nationale, une rupture urgente avec la politique de Blanquer consisterait en des gestes très concrets : l'arrêt de toutes les mesures de répression et d'intimidations contre des équipes enseignantes qui cherchent à faire vivre des projets pédagogiques et des relations démocratiques entre pairs en leur sein.*

*prenant jamais en compte l'intérêt des enfants. Empêchements à travailler (rétention d'informations, non accès au matériel et aux locaux), autoritarisme (non respect des décisions du conseil des maîtres et maîtresses, interdiction de sorties) pressions psychologiques, humiliation devant parents et élèves, mensonges, diffamation et propos calomnieux, incitation auprès de parents d'élèves à produire des écrits ou même porter plainte contre des enseignants pour motifs calomnieux, et autres fautes professionnelles graves, comme la falsification des élections de parents d'élèves. » C'est ce qu'écrivait cette équipe début avril pour s'opposer à la mutation dans l'intérêt du service de six d'entre elles et eux.*

Décision prise sur la base des assertions de cette directrice qui avait été déplacée (avec promotion

en janvier) après avoir diffamé les collègues dans des médias d'extrême droite. Preuve que pour l'administration, elle avait « fait le job » attendu d'elle. Après trois semaines de mobilisation de toute l'équipe, des parents et des élèves, les six enseignantEs mutés sont en arrêt maladie, 14 collègues ont demandé leur mutation et les enfants sont dans une situation de réelle détresse psychologique, au milieu d'adultes qui vont mal, et ils ont perdu dès l'école primaire toute confiance dans l'institution scolaire. Une intervention du ministère est dès lors impérative pour tenter de réparer ce qui a été cassé ; cela ne coûte rien en moyens, qui manquent dramatiquement dans le département. Autre enjeu urgent : le respect du fonctionnement « démocratique », avec autant de guillemets que l'on veut, du conseil

des maîtres et maîtresses dans l'organisation des écoles. Ainsi la Direction départementale 93 a-t-elle décidé de supprimer en maternelle les classes multi-âges choisies par des équipes. Il s'agit de dégager des moyens pour appliquer le dédoublement, devenu la carte de visite de Blanquer, aux grandes sections de maternelle. Qu'importe que cela se fasse aux dépens des conséquences de l'augmentation du nombre d'enfants dans les autres niveaux et en balayant les effets de pédagogies reconnues par les enseignantEs et les familles. Ce mépris pour les enseignantEs mais aussi pour les habitantEs du territoire du 93 était une des signatures de Blanquer. Que va faire le nouveau ministre ? Il a quelques semaines pour poser des actes.

**Cathy Billard**

## ÉDUCATION Dans les lycées de Blois, on n'éduque pas, on surveille !

*Lors du dernier conseil d'administration, Lauxire, le principal d'Augustin-Thierry, le plus important lycée de Blois, a proposé la mise en place de 16 caméras de surveillance dans l'établissement. Le vote sera proposé au prochain conseil en juin. Contre le flicage des lycéenEs et des personnelEs, la réaction n'a pas tardé à se faire entendre !*

Cette surveillance des élèves est justifiée par quelques dégradations et déclare vouloir réduire le travail supplémentaire et pénible que cela implique pour les agentEs et les membres de la Vie scolaire. Si cet argument pouvait s'entendre, il s'accompagne plutôt d'un refus d'embaucher et d'améliorer les conditions de travail des AED et des agentEs d'entretien. Ainsi ce sont trois postes qui ont été supprimés l'an dernier dans ce lycée, une tendance nationale depuis des années. Si les dégradations sont plus nombreuses aujourd'hui qu'auparavant c'est dû à la disparitions de ces postes. Les caméras n'endigueront jamais le problème qui est également un problème social. On n'imagine

pas une caméra accompagner un élève et lui venir en aide.

### La mission pédagogique : surveiller et punir

Le rôle d'un lycée est d'éduquer et de conduire à la responsabilité des élèves. Pourtant le proviseur, loin de cet objectif pédagogique, préfère mettre en place des caméras. Et que permettront-elles ? De faire baisser les le nombre de dégradations ? De retrouver les élèves concernés ? C'est loin d'être une certitude. Les caméras coûteuses seront à leur tour l'objet de dégradations. Rien n'indique que leur présence ne sera pas l'objet d'un déplacement des problèmes. Mais plus encore que les arguments utilitaires fallacieux de Lauxire, c'est tout le système de

surveillance qui est à contester, il participe au flicage des élèves d'une part mais également à celui de tous les personnelEs du lycée et alimente un climat étouffant de suspicion. La mise en place de caméras aujourd'hui ouvre la brèche à un développement d'une politique autoritaire au sein du lycée et si les lycéenEs sont les premierEs concernéEs, il ne tardera pas à ce que cela devienne une surveillance systématique de tous les acteurEs d'Augustin-Thierry. Aucun garde-fou ne sera suffisant.

### Aujourd'hui un lycée, demain le monde

Lauxire fait le pari de la surveillance plutôt que celui de l'éducation. C'était déjà le cas de Blanquer avant lui. Mais les élèves comme

les enseignantEs refusent d'être surveilléEs en permanence. Pour cela ils et elles ont commencé à se mobiliser pour empêcher que Lauxire accomplisse son fantasme délirant autoritaire et capitaliste ! Un tract en direction des lycéenEs et des personnelEs du lycée a été largement diffusé avec le soutien des militantEs du NPA Jeunes 41 et une pétition a été mise en ligne récoltant à ce jour 250 signatures. Du côté du personnel, la CGT Educ'action s'est aussi emparée de la lutte en faisant connaître la problématique des caméras à l'ensemble des personnelEs de l'établissement et en préparant une mobilisation face au vote du CA de juin.

Face à la polémique grandissante, Lauxire n'a pas eu d'autre choix pour étouffer l'affaire que de recevoir les lycéenEs engagéEs contre l'installation des caméras en leur proposant de créer un sondage sur Pronote, moyen pour lui de cadenasser le débat à la sphère interne du lycée. ConscientEs que le rapport de forces ne peut s'exprimer qu'en public, les lycéenEs continuent de lutter en interne et à l'extérieur du lycée contre cette proposition délirante.

**Radu Varl**

## RATP Trois jours de grève réussis : ce n'est que le début !

*Pendant trois jours, les 23, 24 et 25 mai, les conducteurEs de bus, de tram et la maintenance de ce secteur ont fait grève massivement : avec 50 à 60 % de grévistes, de nombreuses lignes n'ont pas été desservies.*

Les équipes militantes se sont retrouvées autour des piquets matinaux, puis se sont rassemblées lundi devant le ministère des Transports et mardi devant le siège social de la RATP. Une manière de dénoncer « l'ouverture à la concurrence » qui n'est qu'une mise en concurrence des travailleurEs eux-mêmes au profit de l'entente des grands groupes du secteur. La direction de la Régie entend faire passer le « cadre social territorialisé » (CST) dès cet été – probablement au 1<sup>er</sup> août.

### La lutte contre le chantage

Au menu : suppression de certaines primes et aménagements, vol de jours de congés, etc. La direction chiffre l'augmentation du temps de travail prévue à 120 heures par an, la CGT à 190. Dans tous les cas, entre un mois et six semaines de travail volé ! Le tout accompagné d'un chantage : la vague promesse d'une prime équivalente à un 14<sup>e</sup> mois à condition que les syndicats signent ce recul social. Et pour ça la direction n'a pas lésiné sur les moyens et a envoyé ses cadres militer auprès des salariéEs pour les convaincre d'accepter et de faire pression sur leurs syndicats pour qu'ils signent. Mais discours policés ou tracts en couleurs et papier glacé n'auront pas suffi à convaincre de l'entourloupe que représente cet accord. Face à ce chantage, les travailleurEs de la RATP ont choisi la lutte !

Si les salariéEs ont répondu massivement présent dans la grève, ce sont les directions syndicales elles-mêmes qui ont fixé des limites à l'action des conducteurEs de bus. L'appel à trois jours de grève, ficelé à l'avance et décidé d'en haut, n'a pas aidé à convaincre de l'utilité de se rendre sur les piquets de grève pour organiser la suite du mouvement. Le choix de limiter la grève aux seuls conducteurEs de bus et tram – même si les ouvrierEs de la maintenance des dépôts ont tenu à juste titre à s'y joindre – favorise l'émiettement des réactions alors qu'il est urgent de les regrouper. Car des raisons de se rejoindre, il y en a dans tous les secteurs de l'entreprise : la mise en concurrence, la dégradation des conditions de travail, le manque d'effectifs et surtout les salaires trop bas qui ne suivent pas l'inflation concernent aussi le métro, les ateliers et même les bureaux ! Ces secteurs sont d'ailleurs loin d'être endormis : grèves surprises isolées au métro, grèves perlées au RER (notamment une grève d'une heure sur le RER B devenue célèbre après le fiasco du préfet Lallement et de Darmanin dans l'organisation de la finale de la Ligue des champions), un éventuel appel à la grève en juin dans les ateliers.

La colère est bien là pour construire la riposte à la politique patronale de la RATP, malgré les limites que posent les organisations syndicales. Il faudra imposer des suites rapidement, avant le 1<sup>er</sup> août, et dans tous les services, pour construire un rapport de forces à la hauteur qui permettra de faire reculer tous les projets de la direction.

**Marina Kuné**

### De nombreuses manœuvres

Ainsi, les dates de revalorisation ont été plusieurs fois repoussées de quelques mois pour les régimes de base et complémentaires. En 2020, la loi de financement de la Sécurité sociale a en outre instauré une innovation : « la revalorisation différenciée ». Les pensions des foyers fiscaux (et non pas des contribuables individuellement) ont été augmentées de 1% pour les retraités inférieures à 2000 euros et de 0,3% pour celles supérieures à cette somme. Qui plus est, l'obligation de revaloriser les pensions ne s'imposera pas aux retraités complémentaires qui versent en moyenne un tiers du montant global des pensions. Tous les régimes de base seront-ils concernés par cette réforme ? Le flou demeure après la déclaration de Dussopt, le nouveau ministre chargé des

retraites, qui a indiqué que le Parlement sera « saisi d'un texte sur le pouvoir d'achat qui permettra cette indexation sur le régime général et les pensions de base ». Qu'en est-il des autres régimes, des agriculteurEs, des travailleurEs indépendants, des fonctionnaires ? Prélèvement sur les pensions, la hausse de la CSG a eu pour conséquence de baisser le montant net des retraites. Les retraitéEs ont été doublement victimes en subissant la hausse de leur contribution et la diminution de leur pension nette. L'augmentation des pensions est depuis longtemps indexée sur les prix et non sur les salaires ce qui était jusqu'à présent défavorable aux retraitéEs. Cette année l'inflation sur un an est à 4,8% en avril, et pourrait s'élever à 5,4% en juin selon l'INSEE mais le taux de l'indexation

envisagé par le gouvernement n'est pas annoncé. Bruno Le Maire se contente d'une interrogation « comment est-ce que nous indexons de manière plus juste et protectrice les pensions de retraite de nos aînés ? »

### Pas une retraite inférieure à 1800 euros !

Les retraitéEs n'ont pas les moyens de contrôler l'augmentation du coût de la vie. Les organisations syndicales et de consommateurEs n'élaborent plus leur propres indices depuis longtemps mais devraient rétablir leur propres contrôles. La pseudo-indexation gouvernementale des pensions sur l'inflation ne permettra pas de sortir de la misère un grand nombre de nos ancienEs : le montant moyen de la retraite du régime général de la Sécu est actuellement de



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

755 euros : 858 euros pour les hommes et 674 euros pour les femmes. Le montant des pensions de la Sécu et des complémentaires est financé par les cotisations sociales et donc par le salaire socialisé.

Son montant global ne devrait être inférieur au SMIC revendiqué chiffré par le NPA à 1800 euros net et les revalorisations devraient s'aligner sur un indice élaboré par un organisme totalement indépendant du gouvernement et sous contrôle des syndicats et associations de retraitéEs.

La Caisse nationale d'assurance vieillesse a évalué le rendement de plusieurs projets de réformes des retraites. Le scénario retenu par le gouvernement, le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans permettrait d'économiser 18 milliards d'euros, au détriment des retraitéEs. Le rejet de cette contre-réforme et une réelle indexation des retraites sur le coût de la vie, c'est un combat global à préparer dès maintenant !

**S. Bernard**

## Souscription du NPA

Le NPA lance cette année une souscription exceptionnelle au mois de mai.



**INFOS PRATIQUES** Deux moyens de paiement: le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à [souscription.npa2009.org](https://souscription.npa2009.org) ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques: avant le 31 décembre 2022 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

**MENTIONS LÉGALES** Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent-e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à: **NPA SOUSCRIPTION – 2, RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL  VILLE

MONTANT  €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à un militantE ou à envoyer à: **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

[Souscription.NPA2009.ORG](https://Souscription.NPA2009.ORG) ~ [NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG](https://NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG)

## Elections législatives

### Soutien aux candidatEs de rupture de la NUPES, candidatures autonomes: le positionnement du NPA

Les 12 et 19 juin ont lieu des élections législatives importantes. Pour Macron, élu avec des scores historiquement bas, l'objectif est de maintenir une majorité lui permettant de continuer à servir la classe dominante.

Derrière l'annonce de grandes priorités en faveur du pouvoir d'achat ou de la santé, se cachent en réalité de nouveaux reculs sociaux, notamment l'âge de départ à la retraite. LR et l'extrême droite ne s'opposent pas à Macron, souhaitant simplement conserver ou étendre leur place dans l'hémicycle, en espérant engranger les fruits pourris de la politique antisociale et autoritaire du macronisme. Les affaiblir, y compris par les élections, est donc un enjeu important afin de mettre notre camp social, le monde du travail, en meilleure position pour développer les mobilisations, construire une gauche de combat, vers une alternative anticapitaliste. Il faut essayer de battre Macron, la droite et de l'extrême droite, en faisant élire le maximum de députéEs de gauche en rupture avec les politiques antisociales et libérales. Nous soutenons donc les candidatures pour une gauche de combat, en rupture avec le social-libéralisme, pour faire entendre les classes populaires et leur donner confiance dans leur capacité à se mobiliser.

#### Candidatures de rupture

C'est la raison pour laquelle, dans la grande majorité des circonscriptions, nous appelons à soutenir et à voter pour les candidatEs de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. Dans plus de 70 circonscriptions où existent des comités du NPA, ce soutien se



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

traduit du simple appel public à voter pour la candidature locale de la NUPES jusqu'à la participation des militantEs anticapitalistes à la campagne commune. C'est par exemple le cas dans l'Est parisien autour des candidatures de Danielle Simonnet ou de Sarah Legrain, ou en Moselle autour de Charlotte Leduc et Lisa Lahore, ainsi que dans bien d'autres endroits où le NPA mène campagne avec le matériel de la NUPES ou autour de son matériel propre d'appel au vote. Ce soutien se fait sans taire nos critiques et surtout nos propositions pour un programme de rupture, s'appuyant sur des incursions dans la propriété privée capitaliste, le combat contre toute forme de répression, et pour que la coalition ne se résume pas à une union électorale mais serve à construire des luttes sociales.

Dans d'autres circonscriptions, face à des candidats labellisés NUPES mais qui sont issus du Parti socialiste, voire anciens macronistes, nous menons campagne, là où elles existent, autour de candidatures alternatives, issues du NPA ou de cadres unitaires regroupant des militantEs anticapitalistes, du mouvement social, féministe, antiraciste ou antifasciste... Ainsi, le NPA est partie prenante de la candidature de Raphaël Arnault, ancien porte-parole de la Jeune Garde antifasciste, dans la deuxième circonscription du Rhône, face à Hubert Julien-Lafférière, l'ex-macroniste revenu au PS et officiellement investi par la NUPES. C'est aussi le cas dans la troisième circonscription de Charente, avec la candidature d'Alexandre Raguet, face à Marie-Pierre Noël, PS investie par la NUPES, et à

Jérôme Lambert, un PS dissident réactionnaire.

#### Nécessaires précisions

Dans six circonscriptions (Hauts-de-Seine 13-5-11, Gironde 3 et Moselle 3), la majorité de la section locale du NPA a fait le choix de présenter des candidatures ne s'inscrivant pas dans l'orientation nationale du NPA et en conséquence non validées par l'instance de direction. Dans ces endroits, contre ces candidatures, nous appelons à faire élire les candidatEs de rupture présentés par la NUPES, entre autres et notamment Loïc Prud'homme (LFI) en Gironde et Elsa Faucillon (PCF) dans les Hauts-de-Seine, touTEs deux députéEs sortants.

Enfin, il existe quelques circonscriptions particulières où, en fonction de situations liées à la place prise par l'État français, sa politique oppressive face à des faits nationaux ou coloniaux, le NPA appelle à voter pour des candidatures portant un projet d'émancipation sociale et d'autonomie ou d'indépendance. C'est le cas en Guyane (Jean-Victor Castor, candidat MDES dans la 1<sup>re</sup> circonscription, et Christophe Yanuwana Pierre, candidat indépendant dans la 2<sup>e</sup>), en Martinique (Marcel Sellaye, candidat pour RESPE sur la deuxième circonscription) et au Pays basque (avec un soutien aux trois candidatures présentées par Euskal Herria Bai dans les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> circonscriptions).

Voir le détail des circonscriptions sur notre site.

## Dans la rue et dans les urnes

### Une belle journée anticapitaliste à Poitiers

Retour sur une journée de mobilisation, de débats et de fête, organisée par le NPA 86.

Dès le matin du samedi 21 mai, une dizaine de militantEs et sympathisantEs du NPA et de la BAC (Brigade anticapitaliste) étaient présents sur le marché, avec d'autres militantEs du collectif antifasciste local. Nous voulions dénoncer auprès du public la présence du groupe Action française qui commet depuis plusieurs mois maintenant des violences sur des militantEs de gauche et LGBTIQ+, et diffuse des idées racistes, homophobes, sexistes, à Poitiers. À la suite de cette action, Philippe Poutou a rejoint la marche des fiertés. L'accueil fut excellent. Par sa présence le NPA a rappelé son soutien aux mobilisations pour l'égalité des droits, la dignité et les libertés.

#### Quelle alternative à gauche?

À 16h, un débat était organisé pour ouvrir la fête anticapitaliste. Le thème était: «*Quelle alternative à gauche: réforme ou révolution?*» Sont intervenus à la tribune: Valérie Soumaille, candidate aux législatives à Poitiers pour la NUPES, et Alexandre Raguet, candidat aux législatives en Charente (face au PS) pour le NPA.

Les discussions ont été riches, y compris avec la salle, où des militantEs libertaires, insoumis, anticapitalistes, ont pu s'exprimer. Faut-il ou non détruire l'État, ou seulement «le bras droit» de celui-ci? Les élections peuvent-elles changer la société? Les



NPA

mobilisations sociales, les luttes, doivent-elles être en soutien à un pouvoir politique, ou doivent-elles construire leur propre force politique, leur propre expression ou représentation? Quel rapport à la nation, à la «patrie», au colonialisme? Existe-t-il encore des forces réformatrices, au sens où celles-ci porteraient le projet du socialisme par voie de réforme ou sommes-nous dans une nouvelle forme politique? Comment construire une société démocratique si, dès aujourd'hui dans notre fonctionnement interne, nous ne sommes pas exemplaires en défendant un fonctionnement démocratique? Ce débat a pu mettre au jour des désaccords politiques mais aussi des visions communes

entre les différents protagonistes. Toutefois, dans une perspective d'organisation commune, ou tout le moins de perspective «utopique» commune, il est nécessaire de continuer à discuter. L'absence d'élections pour les deux ans à venir est en cela une bonne nouvelle puisque, sans enjeux partisans et électoraux, les discussions seront plus faciles.

#### Mai 68, législatives, concert

À 18h, nous avons diffusé deux courts-métrages pour rendre hommage à notre camarade Alain Krivine. D'abord *L'abécédaire* réalisé par les camarades du NPA, puis l'intervention d'Alain dans le docu *Mai 68 n'a pas duré qu'un mois*, réalisé pour les 50 ans de Mai 68. Ce fut l'occasion

de se rappeler des combats d'Alain et de la JCR, de la LC, de la LCR, du NPA...

À 19h, Itzhak a pris la parole pour présenter les activités du NPA 86. Puis Philippe Poutou est intervenu pour défendre la politique du NPA dans ces élections législatives. Soutien critique à la NUPES lorsque les candidatures incarnent une forme de rupture, présentation de quelques candidatEs lorsque la situation s'y prête, comme en Charente sur la 3<sup>e</sup> circonscription, où la NUPES est représentée par une candidate PS fantôme pour ne pas faire d'ombre au député sortant, Jérôme Lambert. Une nouvelle discussion a eu lieu avec le public. L'occasion pour les militantEs locaux de rappeler leur appel à voter pour les candidatEs de la NUPES sur les circonscriptions 2 et 3 dans la Vienne, mais sans participer à la campagne.

Enfin, la journée s'est terminée en musique, avec Antoine Haupteman, chanteur venu d'Angoulême, puis avec quelques classiques musicaux, dont *l'Internationale*, reprise en cœur par plusieurs dizaines de personnes sur scène.

Une belle journée anticapitaliste où plus de 150 personnes sont passées, certaines au débat, d'autres au film, au meeting ou simplement pour partager un verre. L'année prochaine on remet ça!

**NPA 86**

## Roman

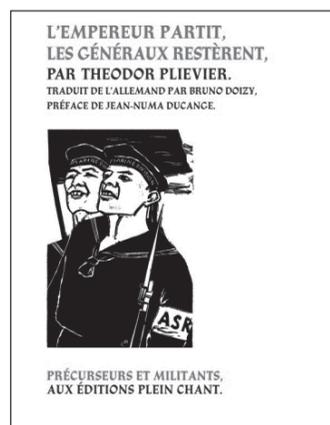
Dans ce roman achevé en 1932, Theodor Pliever revient sur quelques-unes des journées les plus décisives du 20<sup>e</sup> siècle : celles où la révolution allemande du début novembre 1918 est canalisée puis trahie par la social-démocratie laissant isolée la Russie soviétique. Le texte de Pliever se présente comme un roman mais est fondé sur la connaissance directe des événements par l'auteur et sur de nombreux documents et entretiens avec des acteurs.

### La guerre est perdue

Dans le courant du mois de septembre 1918, le haut état-major allemand se rend compte que la guerre est perdue, il faut négocier un armistice mais les généraux ne veulent pas assumer la défaite. Ils poussent donc à la création d'un ministère responsable devant le Parlement auquel participe le parti social-démocrate majoritaire (SPD) qui a voté tous les crédits de guerre et durant quatre ans a soutenu sans broncher l'effort de guerre. Mais les combats continuent. Sur le front, les soldats meurent et, à l'arrière, le peuple souffre de la misère et de la faim. Le mécontentement monte dans la population ; des grèves ont eu lieu, notamment en janvier 1918 à l'instigation de délégués d'entreprise (les Délégués révolutionnaires). La marine (où des mutineries avaient eu lieu en août 1917) est également en ébullition. Le 29 octobre, le commandement de la flotte donne l'ordre d'appareiller pour, éventuellement s'affronter à la marine anglaise. À Kiel, les marins de quelques navires se mutinent, la répression échoue et un conseil des marins et soldats est formé. Les ouvriers de l'arsenal se joignent rapidement au mouvement. Face à cette situation, les sociaux-démocrates appliquent une tactique qui leur a déjà réussi dans le passé : se rallier au mouvement afin de le canaliser et de l'épuiser. Le dirigeant

## L'Empereur parti, les généraux restèrent, de Theodor Pliever

Éditions Plein chant, 352 pages, 21 euros.



social-démocrate Noske, qui s'est précipité à Kiel, réussit ainsi à se faire élire président du conseil des soldats et s'emploie à limiter son action.

### Proclamation de la république

Malgré cela, le mouvement s'étend à travers les ports de la mer du Nord et de la Baltique, puis à toute l'Allemagne, y compris Berlin où se déroulent grèves, manifestations d'ouvriers armés et occupation des bâtiments officiels tandis qu'une bonne partie des régiments se débandent. Le pays se couvre de conseils d'ouvriers et de soldats. La peur du « bolchevisme » se répand chez les dirigeants civils et militaires. Pour éviter la « révolution d'en bas », il faut continuer la « révolution d'en haut », l'empereur est sommé d'abdiquer, le dirigeant social-démocrate Ebert est nommé chancelier et finalement, la république est proclamée. La direction social-démocrate, et notamment Ebert, sait ce qu'elle ne veut pas : une révolution qui

remettrait en cause la propriété et l'ordre social. Face à elle, il y a les spartakistes dont la principale figure publique est Karl Liebknecht (qui a été libéré de prison en octobre, Rosa Luxemburg ne le sera que le 10 novembre), mais leur influence est encore limitée. Le principal parti opposé aux social-démocrates majoritaires est celui des social-démocrates indépendants (USPD), minorité du vieux parti qui a fini par rompre l'Union sacrée mais qui, divisé, hésite à s'investir pleinement dans l'action révolutionnaire. Ces atteroiements se reflètent dans le mouvement et chez les Délégués révolutionnaires. Dans ce contexte, la direction du SPD, dont l'appareil reste puissant et l'influence ne s'est pas évanouie, va instrumentaliser l'aspiration à l'unité d'une partie du mouvement : le SPD lance des appels à l'unité vers la direction de l'USPD. Il s'agit de faire entrer l'USPD non discrédité par la guerre au gouvernement pour prétendument « consolider la révolution », en fait s'engager vers un rétablissement des institutions étatiques et l'élection d'une assemblée constituante contre les conseils. Par ailleurs Ebert conclut le 10 novembre un accord secret avec le haut commandement de l'armée pour rétablir la discipline dans celle-ci et lutter contre le spartakisme. Le roman s'arrête sur cet épisode.

### Une réédition utile

Conformément au titre : il n'y a plus d'empereur mais les généraux sont toujours là, prêts à lutter contre leur nouvel ennemi. Pliever raconte ces événements dans un style vivant avec des personnages

qui s'expriment de manière authentique, notamment ces marins qui sont aux chaudières dans les entrailles des navires : l'auteur, plutôt anarchiste à l'époque, a lui-même été dans la marine de guerre allemande et a participé aux mutineries. On peut penser que des notes supplémentaires auraient été nécessaires pour éclairer un ouvrage au départ destiné à des lecteurEs qui avaient encore les événements en mémoire. Mais telle quelle, cette réédition est utile pour comprendre le rôle de la social-démocratie dans ce mois décisif et l'intelligence tactique des Ebert et Noske qui, deux mois après, seront les inspirateurs de l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie  
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

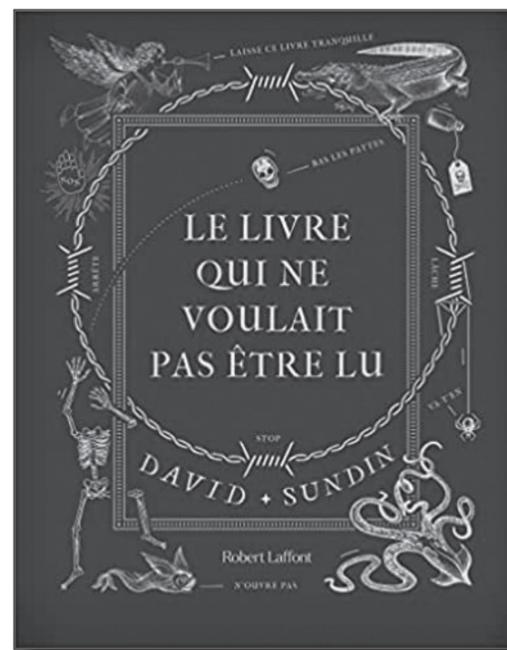
12 h - 20 h

## Jeunesse

### Le livre qui ne voulait pas être lu, de David Sundin

Traduit du suédois par Anna Postel. Graphisme et illustrations d'Alexis Holmqvist. Éditions Robert Laffont, 40 pages, 15,90 euros.

Il faut l'avouer, de prime abord, le défi excite la curiosité : « Je voudrais bien voir ça ! », se dit-on illico ! Alors, ce livre pour enfant, destiné à être lu par une grande personne, nous entraîne dans une aventure insolite...



### Introuvable

Inconnu du spécialiste BD, repéré sur l'ordi de la librairie féministe, le livre est évidemment à chercher à la librairie Enfance-jeunesse. Première visite, sans succès : « Ça me dit quelque chose, nous l'avons eu, mais il a été vendu » dit la librairie. Puisque c'est ainsi, il faudra repasser mardi... Mais le mardi, l'ordi annonce, non sans une certaine ironie, que le livre est épuisé ! Énigmatique, la librairie annonce dans un souffle, comme une confidence : « Je crois pourtant que nous l'avons quelque part ! » Au milieu de classiques revisités, tels cette nouvelle édition cartonnée de Boucle d'or et les trois ours, ou la réédition de ce somptueux Chien bleu cartonné géant... le livre reste introuvable. Il résiste ! « Je l'ai ! » s'écrie la librairie en extirpant le modeste volume d'un carton enfoui au fond du monte-charge...

Ce n'est pourtant pas l'histoire d'un livre qui ne voulait pas être vendu...

### Un enfant

Maintenant, il me faut un enfant à qui lire ce livre... Celles et ceux de la famille sont trop âgés, les bébés des amiEs trop petits. Au hasard, dans la rue, ça ne se fait pas. À la sortie de l'école, toutes et tous sont beaucoup trop pressés et, dans le squat occupé par des exiléEs, beaucoup trop prisEs par leur lutte acharnée pour exiger un logement et des papiers... Sur le point de renoncer, je pense alors à l'enfant qui sommeille en chacunE de nous ! Ce n'est quand même pas l'histoire d'un livre qui ne voulait pas être lu à unE enfant !

### Un livre pour grande personne

Voici donc la grande personne – moi ! – qui doit lire le livre à cet enfant – moi ! Il convient alors de ne pas se laisser impressionner par les mises en demeure, les subterfuges, les diversions, les pièges qui émaillent les pages résolument paradoxales de cet ouvrage, coincées entre des illustrations angéliques et rétro – on pourrait se croire dans un décor suédois de livre pour enfants des années soixante – des incursions dans un univers absurde mais tout de même très sage (ceci n'est pas un lapin). Alors, à deux – moi – l'on en vient à bout !

Ce n'est tout de même pas l'histoire d'un livre qui ne voulait pas être chroniqué par l'Anticapitaliste ! Non mais...

Claude Moro

## Récit

### Dieu est un voleur qui marche dans la nuit, de Quentin Bruet-Ferréol

Bouquins Éditions, 441 pages, 20 euros.

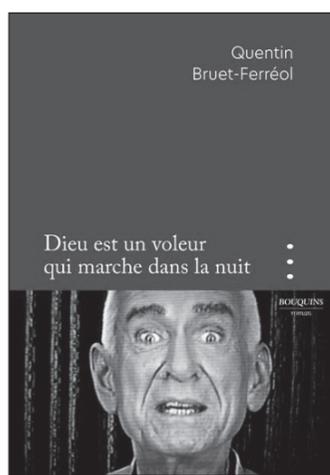
Le 26 mars 1997, 39 corps sont découverts dans une villa de Rancho Santa Fe, banlieue cossue de San Diego en Californie. Ce sont des membres de la secte Heaven's Gate, fondée par Marshall Applewhite « Do » et Bonnie Nettles « Ti », qui ont effectué un suicide collectif lors du passage de la comète Hale-Bopp. Ils espéraient de cette façon échapper à l'Apocalypse, et atteindre un « niveau supérieur » à celui de simple être humain.

### Histoire d'une secte

Ce récit romancé, qui s'appuie sur plus de sept ans d'enquête, nous fait entrer dans l'intimité de la secte, des premières prédications jusqu'aux derniers jours. Il revient notamment sur un événement fondateur du groupe, une réunion publique à Waldport dans l'Oregon. À l'issue de celle-ci, une vingtaine de personnes dans le public, subjuguées par le discours des deux gourous,

abandonnent familles et biens pour les rejoindre. Ces « disparitions » feront un tel bruit que Walter Cronkite, le grand journaliste états-unien de l'époque, leur consacra un reportage dans son journal. Ce ne seront que les premiers à tout plaquer pour rejoindre la secte, qui recrutera dans toutes les sphères de la société, des hommes d'affaires prospères aux hippies.

La naissance de cette secte s'inscrit dans un certain contexte. En 1974, la guerre du Vietnam va bientôt s'achever. Altamont a marqué le reflux du mouvement hippie, la police a tué des étudiantEs antiguerre à la Kent State University et des étudiants noirs à la Jackson State University. L'abandon des accords de Bretton-Woods ainsi que le premier choc pétrolier en 1973 ont provoqué une forte crise économique. Nixon a été réélu facilement mais déjà l'affaire du Watergate éclate. Le capitalisme US est pourrissant, et aucun contre-discours émancipateur n'émerge.



Le désespoir et la perte d'illusions pousse une partie de la population vers les nouveaux mouvements religieux capables d'offrir une consolation face aux souffrances et à l'aliénation. Heaven's Gate, mêlant pensées new age et hippie,

millénarisme chrétien, et cultes des ovnis, fut l'un d'entre eux. L'aggravation de la crise économique, la décomposition du mouvement ouvrier et de tous les contre-pouvoirs, le recul des services publics et en particulier du service public de la santé, ont permis l'émergence à une échelle de masse de discours conspirationnistes et ésotéristes lors de la pandémie de covid. Des communautés à l'image de One Nation sont actuellement en pleine dérive sectaire et sécessionniste. L'affaiblissement de la Milivules, chargée de lutter contre les sectes, ne peut qu'inquiéter pour l'avenir... Et ce d'autant plus que la France a déjà connu des mises à mort au sein d'une secte apocalyptique. C'était dans la nuit du 15 au 16 décembre 1995, 16 personnes (dont trois enfants) membres de l'Ordre du Temple solaire ont été immolés par le feu dans le Vercors.

Sally Brina

